

PAUL LABAT ET LA VICHYSTO-RESISTANCE

Emmanuel de CHAMBOST

Introduction

Dès le milieu des années 1930, Paul Labat¹, polytechnicien Supelec, était l'officier à qui il revenait de spécifier pour l'Armée le matériel dans le domaine de la radioélectricité. En plus du matériel radio conventionnel, cela incluait les différents appareils de radiogoniométrie et les systèmes de détection électromagnétiques que l'on n'appelait pas encore radars. C'est à ce titre qu'il fut en contact étroit avec Robert Watson-Watt qui supervisait le développement des premiers radars du Royaume-Uni.

Après l'Armistice de juin 1940, Labat devint le pivot d'un certain nombre de services. Parmi ses adjoints, Gabriel Romon qui communiquait les résultats d'écoutes du GCR² au commandant Bertrand dont le « PC Cadix » était en relation constante avec le MI6 britannique, et Edmond Combaux, devenu ingénieur PTT, qui supervisa l'opération de piratage des communications téléphoniques Paris-Metz et Paris-Strasbourg connue sous le nom de « Source K ».

Jusqu'à la thèse de François Romon publiée en 2017³, Les historiens ont ignoré ces officiers transmetteurs, mais ils classaient les hommes des Services de renseignement avec lesquels les transmetteurs étaient en contact dans la catégorie des "vichysto-résistants"⁴. Concernant Labat, Il y a au moins deux raisons qui rendent cette qualification problématique :

- Comme pour son adjoint Romon, on ne trouve pas trace dans les éléments biographiques disponibles d'une adhésion à la Révolution nationale⁵.

¹ Emmanuel de Chambost, Paul Labat dans la Seconde Guerre mondiale, Mars 2019 sur le site HSCO.

² GCR pour « Groupement des contrôles radioélectriques » .

³ François Romon, *Les écoutes radio dans la Résistance française, 1940-1945*, Nouveau monde éditions, 2017

⁴ Bénédicte Vergez-Chaignon, *Les vichysto-résistants*, Perrin Tempus, 2016, p.38 et 355 (1ere édition 2008) ; Michèle Cointet, *Nouvelle histoire de Vichy*, Fayard, 2011, pp.489-494 ; Olivier Wieviorka, *Histoire de la résistance 1940-1945*, Perrin Tempus, 2018, p.120-123 (1ere édition 2013).

⁵ La définition de la Vichysto-résistance peut varier selon les auteurs, par exemple Denis Peschanski, « Les Vichysto-résistants » dans *Dictionnaire historique de la Résistance*, François Marcot (dir.) et al., Robert Lafont, 2006, pp.845-846 ou Johanna Barasz, « De Vichy à la Résistance : Les Vichysto-résistants 1940-1944 », dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2011/2 n°242, p.31 mais dans tous les cas, l'adhésion à la Révolution nationale ou tout du moins, une sensibilité maréchaliste, est implicitement attribuée aux Vichysto-résistants.

- La catégorisation de vichysto-résistant est opérante pour accorder une sorte de certificat de résistance qui permet de mentionner l'intéressé dans un ouvrage concernant la Résistance, mais elle suggère une contradiction ou une rupture qui n'apparaît pas forcément dans le parcours de Labat.

Labat fut en première ligne dans la préservation du potentiel scientifique et technique des industries françaises de radioélectricité engagées dans une production massive au service de l'effort de guerre allemand : il y a bien là une contradiction, mais elle n'est pas spécifique à Labat.

Pour appréhender correctement l'histoire de Paul Labat dans la Seconde Guerre mondiale, il convient d'aborder l'histoire de la France sous l'Occupation en donnant aux puissances restant belligérantes après juin 1940 la place qui leur est due, plutôt que de se restreindre à une histoire endogène articulée sur le diptyque collaboration/résistance.

- Comment l'Allemagne a-t-elle organisé l'exploitation de la France dans le contexte de la guerre qu'elle menait contre ses ennemis ?

- Comment les Anglais ont-ils pu mobiliser des ressources françaises pour mener la lutte contre l'Allemagne ?

Concernant le point de vue français, sans évacuer les réponses à la fois collectives et individuelles où l'on retrouve les notions de collaboration et de résistance, on doit d'abord faire ressortir le processus de résilience par lequel les corps sociaux français et les individus ont été amenés à réagir à l'asservissement où les a conduits la défaite.

Les services de renseignements ont pu survivre dans le cadre de l'État français sans se défaire de leur identité anti-allemande alors que les industries françaises n'ont pu survivre qu'en produisant pour l'Allemagne. Après l'occupation totale de la Métropole en novembre 1942, les services spéciaux durent plonger dans la clandestinité. Le cas de Labat est particulièrement intéressant car il se trouve précisément à l'intersection du monde militaire pour qui l'anti-germanisme est une seconde nature et du monde industriel qui occupe le terrain où se joue l'essentiel de la collaboration imposée par les Allemands. La préservation du potentiel scientifique et technique fut financée à la fois par les marges générées par les commandes allemandes et par les marchés d'étude financés par Vichy.

Au tournant de l'année 1943, l'implication de Labat au sein de mouvements clandestins, qu'ils soient rattachés au BCRA ou directement au MI6, n'avait rien à voir avec une prise de distance vis-à-vis des idées de la Révolution nationale, mais découlait du changement de donne que représentait l'occupation de la zone Sud par les Allemands. Il devenait impossible de poursuivre certaines actions dans le cadre de l'État français, encore que ce dernier continuait d'offrir une couverture qui permettrait de superviser la réorientation de l'industrie française dans la perspective de la Libération.

Sauver les meubles, tenir son poste

D'une façon générale, à partir du 22 juin 1940, l'histoire de la France pendant la Seconde Guerre mondiale découle de l'Armistice signé avec l'Allemagne. Le vainqueur du moment, qui a déjà traversé la Loire, a décidé de neutraliser ce qui reste de la puissance française plutôt que de poursuivre son anéantissement. C'est la conquête de l'Est, et non le contrôle de la Méditerranée qui reste la priorité stratégique du Führer. Les Allemands laissent subsister un État français.

Au moment de la signature de l'Armistice, Labat et ses services ont effectué leur repli à Bois la Ribière, près de Limoges, en compagnie des Laboratoires d'études de LMT⁶ qui ont évacué leurs locaux de l'Avenue de Breteuil. Cette filiale de l'américain ITT employait une équipe d'ingénieurs britanniques de haut niveau dont le rapatriement fut organisé par la marine anglaise encore présente à Bordeaux. Aucun ingénieur français n'accepta la proposition de poursuivre ses travaux avec les Britanniques. Ils ne voulaient tout simplement pas partir sans leurs familles.

Le commandant Labat régnait sur le petit monde de la radio militaire. Pendant la drôle de guerre, il s'était efforcé d'accélérer les développements du radar militaire. A partir du 12 juin, il coordonnait le repli de tous les laboratoires de radioélectricité. Replié dans le sud-ouest au moment de l'Armistice, il s'emploiera dès lors à tirer profit de toutes les ressources de ce qui restait de l'État français pour sauver les meubles, c'est-à-dire pérenniser les services radio de l'Armée et maintenir le potentiel d'études au plus haut niveau.

Dans l'immédiat, il promit de compenser les subsides que LMT ne recevrait plus pour la recherche. de la part de sa maison-mère, ITT, en échange, LMT installait ses laboratoires à Lyon. Labat donna sa bénédiction à Deloraine et ses collègues de LMT lorsque ceux-ci décidèrent de répondre positivement à l'invitation du patron d'ITT, Sosthene Behn, et traversèrent l'Atlantique pour aller travailler aux Etats-Unis⁷.

Pour autant qu'on le sache, tout comme les ingénieurs de LMT sollicités par les Anglais, Labat n'a jamais envisagé de quitter le sol français. En cela, il était en phase avec l'écrasante majorité des officiers français pour qui une éventuelle revanche ne pourrait se réaliser qu'à partir de l'embryon d'armée toléré par l'article 4 de la convention d'armistice au titre du maintien de l'ordre.

A Londres où se trouvait encore la 1ere division de chasseurs qui avait combattu en Norvège sous le commandement du général Béthouard, seuls 9 officiers rejoignirent les rangs de la France libre⁸. Les autres acceptaient l'ordre de Weygand de regagner les territoires contrôlés par l'État français. En Syrie où il était relativement aisé de poursuivre le combat contre l'Allemagne en franchissant la frontière entre les territoires sous contrôle français et la Palestine sous contrôle britannique, sur une armée de 100 000 hommes, seuls quelques centaines d'officiers et hommes de troupe firent défection⁹.

La majorité des officiers étaient animés d'un esprit anti-allemand, mais ce qui était autorisé par l'Armistice, un état français, une zone non occupée, l'empire et une armée restreinte apparaissaient comme les bases les plus crédibles sur lesquelles on pouvait à la fois assurer la survie



Le Commandant Paul Labat à Geaune, dans les Landes, le 14 juillet 1940

⁶ LMT, pour « Le matériel téléphonique ».

⁷ Emmanuel de Chambost, *La radioélectricité sous l'Occupation*, L'Harmattan, 2012, p.220

⁸ Robert O. Paxton, *L'Armée de Vichy*, Collection Histoire, Points Seuil, p.50 (1ere édition en anglais, 1966)

⁹ Paxton, *op.cit.* p.48

de l'institution et préparer des jours meilleurs. Cette attitude légitimiste avait aussi l'avantage de ne pas renoncer à une solde bien nécessaire pour la survie de la famille.

Ce positionnement de l'immense majorité du corps des officiers, patriote et légitimiste, est bien connu et ne fait pas l'objet de controverses historiques. La détermination à préserver l'existence d'une armée et l'idée de revanche sont indissociables, dans la mesure où l'Armée est le moyen que l'on se donne pour prendre l'avantage sur un ennemi. L'Allemagne à l'œuvre pour asservir la France est plus que jamais l'ennemi. Quel que soit le niveau d'anglophobie que l'on peut trouver chez certains officiers, en particulier dans la Marine, l'ennemi numéro un reste l'Allemagne. Pour développer l'Armée au-delà du niveau ridiculement bas imposé par l'Armistice, il n'y a que deux moyens, la dissimulation ou la négociation. La négociation avec l'ennemi s'inscrit dans l'histoire de la Collaboration. Quant à la dissimulation, il s'agissait pour l'Armée de terre de tentatives de camouflages rendues très hypothétiques par les contrôles allemands effectués dans le cadre de la commission d'armistice.

Les services secrets français

L'Armée cherchait à survivre, et au sein de l'Armée, les services de renseignements cherchaient eux aussi à survivre ; Il était plus que jamais nécessaire d'espionner un ennemi qui menaçait la survie même du pays. Il était beaucoup plus facile de dissimuler le maintien en activité d'un service de renseignement que le stockage d'artillerie, d'avions ou de blindés. On ne s'étonnera donc pas que les historiens fassent figurer en bonne place les « services français » quand ils s'appliquent à répertorier les « vichysto-résistants ».¹⁰

Les services de renseignements se doivent d'identifier les amis et les ennemis. Les péripéties de l'Armistice et de Mers-El-Kébir n'empêchèrent pas les Britanniques de rester les amis, et, comme nous l'avons déjà vu, l'Allemagne qui occupait les trois cinquièmes du pays restait naturellement l'ennemi. La collaboration des services de renseignements français et britanniques avait été renforcée par l'entrée en guerre conjointe des deux pays amis.

D'après les officiers de renseignements français, une liaison radio entre les deux services, nommée "Olga", avait été mise en place au mois d'avril 1940. Elle fut maintenue clandestinement après l'armistice de juin 1940. Toujours d'après ces officiers, d'autres canaux de communication entre Anglais et Français furent mis en place par les ambassades du Canada et des États-Unis et par la valise de Lisbonne. En Suisse et dans d'autres pays neutres, les postes du SR français reçurent l'ordre de passer directement aux Anglais les renseignements les concernant. A Marseille, un officier anglais, le capitaine Garrow aurait été en relation avec la direction des services de contre-espionnage¹¹. L'historien britannique Simon Kitson a confirmé l'essentiel de ce que ce collectif



Louis Rivet (1883-1958)

Source:AASSDN

¹⁰ Voir, par exemple Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance, 1940-1945*, Perrin 2013, édition 2018, collection Tempus, pp.120-130. En 1966, chez le jeune Paxton, l'action anti-allemande des services français est à peine abordée et minimisée : Paxton, *op.cit.* Chapitre IX, Le partie de la Revanche, La résistance dans l'armée d'armistice, pp.307-335

¹¹ Henri Navarre et un groupe d'anciens membres du SR, *Le service de renseignements 1871-1944*, Plon 1978, pp.129-130. Voir aussi GabyAron-Castaing, *Soldats sans uniforme. La répression policière de l'espionnage et de la trahison de l'affaire Dreyfus à 1945*, Nouveau Monde éditions, 2017 (chap. 8 et suiv.).

d'officiers avait avancé concernant les actions des services de contre-espionnage contre les agents de l'Axe¹². L'orientation antiallemande des services ainsi que l'absence de tout acte de collaboration avec l'occupant est également actée par Sébastien Laurent, spécialiste des services spéciaux, qui note très justement que les officiers des services n'avaient pas l'impression de « résister », mais qu'ils poursuivaient in combat interrompu provisoirement en juin 1940¹³. Par contre, comme nous allons le voir, l'établissement de la nature des relations avec l'Intelligence Service et le recoupement des informations qui leur furent transmises s'avère plus délicat.

Kitson et Laurent ne représentent pas un courant minoritaire, le positionnement anti-allemand des services secrets clandestins ainsi que la protection totale dont ils bénéficiaient au moins jusqu'en novembre 1941 de la part des ministres de la Guerre, Weygand, d'abord, Huntziger ensuite, est un fait reconnu dans l'historiographie des vingt dernières années¹⁴. Mais il a fallu attendre le livre de François Romon¹⁵ pour que soit mis en lumière le rôle majeur des services de radio camouflés dans les PTT par les soins de Paul Labat. Ce sont en effet les PTT qui ont offert une couverture au GCR, le dispositif d'écoutes radio de l'armée dirigé par le capitaine Romon, qui sera donc « civilisé », c'est-à-dire transformé et redéployé dans la zone non occupée. Le GCR sera jusqu'en novembre 1942 l'une des principales sources d'information du PC Cadix dont il est question ci-dessous, en liaison permanente avec le MI6.

La domination allemande et l'exploitation de la France

Que les Services secrets de la France de l'armistice aient pu poursuivre des activités résolument anti-allemandes pose évidemment la question : comment, après la victoire écrasante de mai-juin 1940, la domination allemande a-t-elle pu laisser au sein de la France de Vichy des espaces de liberté qui pouvaient être le siège d'actions anti-allemandes ?

Avant de nous pencher sur cette question, observons que la domination allemande fut globalement efficace. Avec une remarquable économie de moyens, les occupants réussirent, en gros, à neutraliser militairement leur ennemi séculaire et à l'exploiter économiquement. Il n'empêche que la stratégie allemande en privilégiant l'offensive à l'Est et en faisant l'impasse sur le contrôle de la Méditerranée laissait quelques angles morts.

Comme le remarquait Eberhard Jäckel en 1966¹⁶

« ...le gouvernement français conservait quelques atouts dont il pourrait se servir dans la partie serrée qui s'amorçait avec l'Allemagne [...] le grand moyen de pression n'en restait pas moins les colonies, protectorats et mandats, surtout en Afrique et au Levant. »

Il s'agit pour l'Allemagne d'éviter que ces territoires tombent entre les mains des Britanniques. Une domination trop écrasante pourrait pousser les dirigeants français à s'installer en Afrique du Nord où l'Armée d'Afrique du Nord à faire sécession. Et Jäckel de conclure :

¹² Simon Kitson, *Vichy et la chasse aux espions nazis*, autrement, 2005

¹³ Sébastien Laurent, *Le temps des incertitudes, les services spéciaux sous l'Occupation (septembre 1940-novembre 1942)*, pp. 419-434 dans Général Louis Rivet, *Carnets du chef des services secrets, 1936-1944*, annotés et présentés par Olivier Forcade et Sébastien Laurent, Nouveau Monde, 2010. Voir en particulier p.424

¹⁴ Voir par exemple Michèle Cointet, op.cit.2011, pp.491-494

¹⁵ François Romon, op.cit., 2017

¹⁶ Eberhard Jäckel, *La France dans l'Europe de Hitler*, Fayard, 1966, pp.29-30

« Cela exigeait un certain assouplissement qui, du même coup, augmentait l'indépendance du gouvernement français. »

Le général Weygand a été tout à fait représentatif de cette marge de liberté dont disposait le gouvernement français, et les Allemands durent accepter que fussent confiées des responsabilités à ce militaire qui ne cachait pas sa germanophobie. C'est Weygand qui par une note du 9 août 1940 créa le GCR dont la responsabilité fut confiée à Labat et Romon. Comme nous le verrons ci-après, c'est également Weygand qui donna les moyens financiers au commandant Bertrand pour acheter une propriété près d'Uzés afin d'y installer le PC Cadix¹⁷.

Les Allemands n'obtinrent de Pétain le rappel de Weygand d'Afrique du Nord et sa mise à la retraite qu'en novembre 1941. Cette mise à l'écart de la bête noire des Allemands fut d'ailleurs récompensée par la libération de tous les marins encore prisonniers et de 10 000 indigènes, avec en prime, le transfert de l'Armée du Levant en Afrique du Nord¹⁸. Il s'agissait donc bien d'un renforcement de l'Armée en Afrique du Nord, une armée que les Allemands espéraient voir s'opposer à toute tentative de débarquement des alliés anglo-américains. La mise à l'écart de Weygand n'entraînera pas pour autant une mise au pas des services secrets qui conservèrent leur indépendance et poursuivirent leurs activités anti-allemandes qui n'ont cessé, ainsi que l'ont montré Simon Kitson et Gaby Aron-Castaing, de représenter la préoccupation principale des services¹⁹.

La carte de l'Afrique du Nord était dans le jeu de Vichy, un atout qui traduisait une faiblesse de l'Allemagne, son incapacité à se rendre maîtresse de la Méditerranée. L'autre élément qui garantissait la souveraineté relative de la France de Vichy découlait du tribut dont elle s'acquittait vis-à-vis du vainqueur, permettant à ce dernier de faire son marché dans la production de l'industrie française. Cette collaboration économique, voulue par l'Allemagne ne fonctionnait pas encore de façon satisfaisante en 1941, mais atteignit son rythme de croisière à la fin de 1942

En effet, au cours de l'année 1941, le solde du compte de l'Administration centrale des Reichskreditkassen s'accrut de 41 à 64 milliards de Francs, c'est-à-dire que l'Occupant ne réussissait pas à dépenser les 400 millions de francs d'indemnités journalières imposées à Vichy au titre des frais d'occupation, mais l'année 1942 vit ce solde fondre à grande vitesse pour passer au-dessous de 19 milliards en novembre 1942. Il aura donc fallu deux ans et demi pour que l'exploitation des ressources économiques de la France atteigne son régime de croisière²⁰. Les prélèvements quotidiens qui étaient en moyenne de 280 millions sur l'année 1941 atteignaient 352 millions dès le premier trimestre 1942 et 443 millions au troisième trimestre.

Le 5 novembre 1942, quelques jours avant le débarquement américain en Afrique du Nord, la demande française de réduction des frais d'occupation fut rejetée, et comme on sait, l'invasion de la Zone libre se traduisit par une augmentation à 500 millions de francs de ces frais d'occupation. Les prélèvements réels atteindront une moyenne de 583 millions au premier trimestre 1943.

A la même époque, fin 1942, il faut aussi avoir en perspective les premiers départs massifs pour le travail forcé en Allemagne. En simplifiant beaucoup les choses, on peut dire que jusqu'en novembre 1942, l'Afrique du Nord représente l'atout principal du gouvernement de Vichy dans le

¹⁷ E.de Chambost, *Paul Labat...* article cité.

¹⁸ Christine Levisse-Touzé, *L'Afrique du Nord dans la guerre, 1939-1945*, Albin Michel 1998, p.178

¹⁹ Simon Kitson, *op. Cit.* pp.69-104

²⁰ Michel Margairaz, « Vichy et la collaboration financière d'État : Résistances et convergences », dans *Frankreich und Deutschland im Krieg (November 1942 -Herbst 1944)*, Stefan Martens et Maurice Vaïsse (dir.) Bouvier Verlag, 2000, p.314.

jeu franco-allemand, et qu'à partir du moment où à la suite du débarquement de novembre 1942, l'Afrique du Nord a basculé dans le camp allié, c'est la participation de la France à l'effort de guerre allemand qui justifie le maintien en place d'un gouvernement français dont la souveraineté est certes inexorablement rognée, mais jamais annihilée.

Au lendemain de la défaite de 1940, Labat avait œuvré pour que les entreprises de radioélectricité aient une implantation en zone Sud – dans la pratique, à Lyon – et qu'elles bénéficient d'un financement gouvernemental pour développer des recherches notamment dans le domaine des hyperfréquences. En fait, à partir du moment où les entreprises se mirent à travailler massivement pour l'armement allemand, elles dégagèrent des marges substantielles qui leur permirent de financer elles-mêmes leur activité de recherche.

L'opération Torch marque pour les services français la fin de leur liberté d'action – qui avait déjà été fortement remise en question avec l'autorisation donnée par Laval au SIPO-SD d'intervenir dans la zone libre dans le cadre de l'opération Donar, mais les derniers centres du GCR ne seront démantelés qu'en mai 1944 : entre temps, de nombreux transmetteurs avaient plongé dans la clandestinité ...

Labat, quant à lui, continuera à fréquenter son bureau de la direction des télécommunications des PTT jusqu'à son arrestation le 28 mars 1944. Ce poste lui permit de rester en contact avec l'ensemble des entreprises françaises du secteur de la radioélectricité.

Le point de vue anglais

Restés dans la guerre contre l'Allemagne lorsque les Français en sortaient par l'armistice du 22 juin 1940, les Anglais développèrent vis-à-vis de la France et des Français une stratégie à multiples facettes qui visait à la fois à faire basculer de leur côté un certain nombre de territoires français et de s'assurer de la complicité d'un certain nombre d'agents, les questions économiques ne restant pas indifférentes aux anciens alliés²¹.

En fait, sur le plan du renseignement, les Anglais jouèrent sur quatre tableaux à la fois :

- L'action subversive derrière les lignes allemandes sous le contrôle d'un organisme créé à cet effet, théoriquement indépendant du MI6, le *Special Operations Executive* ou SOE dont la section française, sous la responsabilité de Maurice Buckmaster parachutera des agents en France pour créer des réseaux spécifiques.

- Le soutien aux *Free French* gaullistes de Londres qui avaient créé pour intervenir en France le Bureau Central de renseignements et d'action ou BCRA sous la responsabilité d'André Dewawrin alias Passy.

- Le soutien direct par le MI6 de réseaux de renseignements. Le plus important fut le réseau Alliance créé par Georges Loustaunau-Lacau et dirigé à partir de juillet 1941 par Marie-Madeleine Méric connue après-guerre sous le nom de Marie-Madeleine Fourcade.

- Une collaboration maintenue avec les services secrets français dépendant du gouvernement de Vichy.

Le SOE fut officiellement créé le 19 juillet 1940 avec comme programme le célèbre mot d'ordre de Churchill « Mettre l'Europe à feu et à sang ». Au sein du SOE, la section F couvre la France. Les 3 premiers agents furent parachutés en France en mai 1941, mais ils furent vite repérés

²¹ Pierre Abramovici, *Londres-Vichy : liaisons clandestines*, Nouveau Monde éditions, 2019

par l'Abwehr. Et il fallut attendre 1943 pour que les opérations du SOE soient quantitativement appréciables : 400 parachutages d'armes au cours de l'année 1943.

Churchill demanda également à l'Intelligence Service de mettre sur pied avec la France Libre du général de Gaulle un service de renseignements. Ce fut le BCRA, dirigé par André Dewawrin alias Colonel Passy. Le premier agent du BCRA fut parachuté en France le 20 juillet 1940.

Laissons le soin à l'historien militaire américain Douglas Porch le soin de résumer la situation²² :

« Le renseignement aurait dû être le point fort de de Gaulle. C'était un général sans troupes, un dirigeant politique sans mandat pour qui le renseignement pouvait potentiellement représenter son unique capital, "une monnaie d'échange idéale", comme le croyait Passy lorsqu'il marchandait avec ses hôtes britanniques qui en avait tant besoin. Malheureusement, les *Free French* ne connaissaient rien du pays d'où ils étaient maintenant exilés, comme l'étaient les Britanniques qui dans leur hâte de quitter le continent à Dunkerque, avaient négligé de laisser derrière eux leurs réseaux de correspondants, comme l'avaient fait les Polonais ou les Tchèques, plus prévoyants sur ce point. Pour cette raison, le soutien britannique à de Gaulle se limitait à la reconnaissance politique. Dans le domaine du renseignement et des services spéciaux, l'*Intelligence Service* et le SOE, récemment créé [...] avaient du mal à prendre au sérieux les petits jeunes du BCRA. Ils préféraient traiter avec leurs anciens collègues qui demeuraient loyaux envers Vichy, avec les *Free Poles*, ou même se débrouiller tout seuls. »

Le 14 avril 1941, Georges Loustaunau-Lacau, un colonel activiste à la retraite rencontra à Lisbonne Kenneth Cohen, agent de l'*Intelligence Service*. A cette époque, le seul réseau dont dispose l'IS en France est ce qu'on appelle le réseau Interallié dirigé par un officier polonais, le commandant Roman Czerniawski et sa maîtresse Mathilde Carré. Comme on sait, à la fin de 1941, ce réseau sera tout entier retourné par le sergent de l'Abwehr, Hugo Bleicher. Avec sa collaboratrice Marie-Madeleine Méric qui deviendra sa chef d'état-major, Loustaunau-Lacau a déjà constitué un embryon de réseau, Croisade, et avait envoyé à Londres le frère de Marie-Madeleine pour prendre des contacts avec de Gaulle et avec les Anglais. De Gaulle exigeait un ralliement sans condition. Loustaunau-Lacau qui voulait garder son indépendance et avait de gros besoins financiers préféra traiter directement avec les Anglais. Rebaptisé Alliance, le réseau fut dirigé par Marie-Madeleine Méric quand le fondateur fut arrêté par la police de Vichy en mai 1941 après avoir essayé de soulever l'armée de Weygand en Afrique du Nord. Grâce aux subsides fournis par l'IS, Alliance deviendra le plus important réseau de renseignements travaillant directement pour les Anglais.²³

Venons-en maintenant aux relations entre le MI6 britanniques et les services français. Comme le remarquait Douglas Porch, les Britanniques maintinrent leurs relations avec les services français, dans un contexte historique pourtant défavorable, créé par l'armistice signé unilatéralement par les

²² Douglas Porch, *The French Secret Services*, Farrar, Straus and Giroux, p.178-179

²³ Michèle Cointet, *Marie-Madeleine Fourcade*, Perron 2006, pp.86-96. Voir aussi Jean-Marie Guillon, article « Alliance » dans *Dictionnaire Historique de la Résistance*, Robert Laffont, 2006, pp.143-144

Français et les événements de Mers-el-Kebir. Le chef du MI6 Stewart Menzies avait insisté pour renouer le contact avec le 2eme bureau français²⁴.

PC Cadix

PC Cadix fut le principal point de passage des renseignements envoyés par les services secrets français en direction du MI6. A y regarder de près, la collaboration qui se prolonge entre les services anglais et français est plus compliquée qu'une belle histoire d'amour entre partenaires que rien ne saurait séparer. Revenons un an en arrière, en juillet 1939, lorsque les spécialistes polonais avaient invité leurs alliés français et anglais pour leur révéler les progrès stupéfiants qu'ils avaient réalisés dans le décryptage des messages allemands codés avec la machine *Enigma*.

Entre les Polonais et les Français, il s'agissait d'une vieille affaire, les Polonais avaient été mis sur la piste d'Enigma, en 1931, par le capitaine français Gustave Bertrand. Les Polonais avaient réussi là où les Français et les Britanniques n'avaient même pas voulu essayer. En dépit de l'ancienneté de sa collaboration avec les Français, c'est avec les Anglais qu'à partir de juillet 1939, l'homologue polonais de Bertrand, le colonel Langer, entretint des rapports privilégiés. Il ressentait, à juste titre, les Britanniques plus décidés que les Français à s'engager massivement dans le décryptage d'Enigma. Néanmoins, après la défaite de la Pologne, à la fin de 1939, Langer et son équipe de brillants mathématiciens furent évacués en France et intégrés au « PC Bruno », le service de déchiffrement de Bertrand basé en Seine-et-Marne. Déjà, en janvier 1940, les Anglais avaient invité à Londres les experts polonais, mais Bertrand, promu commandant, s'y était opposé et avait proposé de recevoir à PC Bruno le mathématicien Alan Turing, recruté fin 1938 par le *Government Code and Cypher School* (GC&CS) qui se développait avec des moyens considérables à Bletchey Park²⁵. Le déchiffrement des communications allemandes devint opérationnel tant à PC Bruno qu'à Bletchey Park, sauf entre le 1^{er} et le 21 mai 1940, période où les Allemands avaient changé la procédure de chiffrement. Par la suite, le décodage réussi des communications Enigma n'empêcha pas l'avance inexorable des armées allemandes. Les membres de l'équipe de cryptanalystes de PC Bruno se replièrent d'abord en Aquitaine puis, le 23 juin, en Afrique du Nord.

Le service de Bletchey Park était devenu de plus en plus performant, et justement pour cette raison, les Britanniques auraient bien voulu récupérer l'équipe polonaise pour ne laisser aucune trace du décryptage d'Enigma tomber entre les mains allemandes. Et les mathématiciens polonais eux-mêmes étaient désireux de rejoindre les forces de la Pologne Libre repliées au Royaume-Uni, mais Bertrand qui avait obtenu de Weygand des fonds secrets pour installer son service de décryptage au château de Fouzes, près d'Uzès, ne voulait à aucun prix se séparer de ses Polonais. Il rencontra à ce sujet le général Kleeberg qui supervisait officieusement tous les réseaux polonais restés en France.

Kleeberg, constatant que les Français ne laisseraient pas partir les cryptanalystes polonais ordonna à ses compatriotes de continuer à travailler pour Bertrand, mais sous la condition de travailler aussi pour l'Angleterre. Toutes les communications du trafic radio allemand crypté intercepté par le GCR étaient dirigées sur PC Cadix pour décryptage. Jusqu'en mars 1941, les messages pouvant intéresser les Britanniques étaient redirigés vers la Source Olga, à Clermont-

²⁴ François Romon, *op.cit.* pp.162-163 Romon se réfère à Keith Jeffery, MI6, *The History of the Secret Intelligence Service, 1909-1949*, Bloms bury, 2010.

²⁵ Jean Medrala, *Les réseaux de renseignements franco-polonais 1940-1944*, L'Harmattan, 2005. En ligne Jean Medrala, *L'Enigma polonaise en Résistance à Uzès, 1940-1942*, conférence 2008.

Ferrand pour être transférés au MI6. En mars 1941, Bertrand rencontra à Lisbonne Bill Dunderdale, l'ancien représentant du MI6 à Paris qui lui remit un poste de radio qui permit à PC Cadix de communiquer directement avec Londres, sans passer par Clermont-Ferrand. Des milliers de dépêches furent ainsi transmises à Londres par le poste émetteur de PC Cadix jusqu'en novembre 1942²⁶. PC Cadix et ses équipes polonaises et espagnoles était vraiment le siège d'une collaboration à double sens entre les services français et britanniques. Ces derniers auraient fourni régulièrement aux décrypteurs du château de Fouzes les « clés journalières allemandes » qu'il était plus facile de produire à Bletchey Park qu'à Uzès²⁷.

Bertrand, seul reconnu par les Anglais

Cette liaison permanente entre les services français et le MI6, appuyée sur une équipe de 32 cryptanalystes, polonais, espagnols ou français, qui eux-mêmes bénéficient de l'écoute des transmetteurs du GCR²⁸, est la manifestation la plus éclatante de l'exploitation de ses relations françaises par l'*Intelligence Service*. C'est également la plus documentée. Il est par contre difficile de donner une estimation quantitative ou même qualitative des autres liaisons entre les services français et l'Angleterre.

D'après le chef du contre-espionnage français, le capitaine Paul Paillole, avant la rencontre de Lisbonne en mars 1941 qui fut à l'origine de la ligne de communication directe entre PC Cadix et Londres, il existait déjà deux autres lignes de communications en service entre les services de renseignements français et l'*Intelligence Service*, fonctionnant grâce à des postes de radio remis par l'IS : l'un est entre les mains du colonel Georges Ronin, chef du SR Air et un autre entre les mains du lieutenant-colonel Perruche, chef du SR Terre²⁹. La permanence des communications entre le SR Air et la section Air de l'*Intelligence Service*, sur la période 1940-1942, a été confirmée par F.W.Winterbotham, chef de la section Air de l'IS³⁰. L'existence de relations de grande confiance entre l'*Intelligence Service* et Bertrand est également étayée par le fait que PC Cadix fut informé dans les premiers jours de novembre de l'imminence d'une opération en Méditerranée par le message codé « La récolte est bonne »³¹. Bertrand informera Rivet le 6 novembre³², alors que De Gaulle, allié officiel des Anglais, n'apprendra que le matin du 8 novembre, qu'un débarquement en Afrique du Nord était en cours³³.

Ceci n'empêche *pas* que les témoignages des officiers des services français doivent être considérés avec un regard critique. On comprend bien leur intérêt de mettre en avant leur

²⁶ Medrala, op.cit. 2008

²⁷ Medrala, article cité, 2008, p.18. Voir aussi Dermot Turing, *Enigma ou comment les alliés ont réussi à casser le code nazi*. Nouveau-Monde, 2019.

²⁸ Le CGR comprenait 400 agents. Tous n'étaient pas impliqués dans l'écoute des communication allemandes cryptées qui représentait une violation caractéristique de l'article 10 de la convention d'armistice. François Romon estime à quelques dizaines le nombre d'opérateurs affectés à des missions d'écoutes des communications allemandes cryptées.

²⁹ Paul Paillole, *Services spéciaux (1935-1945)*, Robert Laffont, 1978, p.252.

³⁰ Claude d'Abzac-Epezy, *l'Armée de l'Air des années noires, Vichy 1940-44*, Economica, 1998, p.219-226. D'Abzac cite F.W.Winterbotham, *Secret and Paersonnal*, 1969, p.125

³¹ Gustave Bertrand, *Enigma*, Plon, 1973, Annexe p.137

³² *Carnets de Rivet*, op.cit., p.539. Voir aussi Olivier Forcade, article « Services spéciaux militaires », dans *Dictionnaire historique de la Résistance*, op. cit. 2006

³³ Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, tome 2, l'unité 1942-1944, Presses pocket 1980, p.53, 1ere édition 1956

collaboration précoce avec les services anglais : se faire une image de résistant plutôt que de vichyste. Si l'activité du contre-espionnage est bien étayée³⁴, celle des services d'espionnage l'est moins et on aurait bien voulu recouper les témoignages français par des sources d'origine britanniques. Force est de constater que Bertrand est presque le seul officier des services français à avoir été reconnu par les Britanniques. Il y a d'abord la citation accompagnant l'attribution de la *Distinguished Service Order* ³⁵:

« Au moment de la capitulation de la France en 1940, il organisa un Service clandestin de Renseignements en Territoire occupé. Communication par TSF fut établie avec Londres et quantité de renseignements de haute valeur furent passés. Grâce à ses contacts officiels, il put fournir des rapports d'intérêt primordial, confirmés par des documents authentiques en maints cas. Toutes les branches de Renseignements étaient couvertes, y compris « Armes secrètes » et « Guerre Chimique ». Des rapports sur l'ordre de bataille et de l'Aéronautique allemandes étaient régulièrement reçus. Sans penser aux risques personnels dus à sa situation délicate, il entreprit plusieurs missions spéciales pour le compte des Alliés [...] Pendant toute la période d'occupation allemande de la France, cet officier a rendu des services inestimables aux services de renseignements britanniques ainsi qu'aux Alliés. »

Il y a ensuite les fréquentes mentions dont fait l'objet Bertrand chez F.H. Hinsley et ses collègues historiens officiels de l'*Intelligence Service*, que ce soit dans les premières années de l'occupation³⁶ :

« Il s'avéra que les réseaux polonais en Europe avaient été pénétrés en novembre 1941, et ils ne devaient pas reprendre avant l'été suivant. Bien que moins affectés, les autres réseaux en France furent également touchés. Le colonel Bertrand qui avait réussi à poursuivre ses activités depuis la France non occupée, et en particulier, avait noué d'utiles contacts avec l'ambassade allemande à Vichy et le Quartier général de la Kriegsmarine à Paris, fut forcé de suspendre ses activités, et les informations fournies par le réseau du SIS proprement implanté à Vichy furent elles aussi grandement réduites [...] »

Après l'opération Torch où il est noté que Bertrand opère dans des conditions plus difficiles mais que ses réseaux transmettent à nouveau des informations³⁷.

Sous la plume de Hinsley, tout se passe comme si les Britanniques attribuaient à « Bertrand » tous les renseignements émanant des services secrets français. Il est vrai que d'une façon générale, sur quelque terrain que ce soit, les détails de la collecte de renseignements sur le terrain

³⁴ Une partie des archives du contre-espionnage a été saisie par les Allemands lors de l'invasion de la zone libre, puis récupérée par les Soviétiques à Berlin en 1945, et finalement restituée à la France (SHD, Fonds 2eme bureau « Moscou »). Voir par exemple Claude d'Abzac-Epezy, « Armée et secrets, 1940-1942, Le contre-espionnage de l'Armée de Vichy », *Bulletin de l'institut Pierre Renouvin*, 2012/2 n°36, pp.45-56.

³⁵ Gustave Bertrand, *op. cit.* 1973, Annexe pp.260-261

³⁶ F.H.Hinsley E.E. Thomas, C.F.G. Ransom et R.C. Knight, *British Intelligence in the Second World War*, Volume II, HMSO, 1981, pp.17-18 (traduction EdC)

³⁷ F.H.Hinsley et al. *op.cit.* pp.19-20, voir ci-dessous le texte de Hinsley à la section § *Novembre 1942, la nouvelle donne.*

n'apparaissent guère dans le livre de Hinsley. Bertrand apparaît même comme un agent de l'IS à qui l'on demande en août 1942 de faire une analyse politique.³⁸

« [A partir d'août 1942, il n'y a plus de remontée d'informations montrant un renforcement des forces ennemies en Méditerranée qui pousseraient à précipiter l'opération Torch]. Ceci a probablement conduit à faire la même chose après la réponse de Bertrand à un questionnaire du SIS au début du mois d'octobre : Il a alors répondu que les Allemands réagiraient à un débarquement en Afrique du Nord en envahissant la zone non occupée de la France – et par conséquent, mettraient un terme à ses activités de déchiffrement et de renseignements »

Le 19 août 1942, un peu plus de 6000 soldats britanniques et canadiens furent débarqués sur les plages de la Manche lors de ce que l'on a appelé le raid de Dieppe et dont le nom de code était *Jubilee*. L'opération dont les objectifs restent flous fut un fiasco. A nouveau, le nom de Bertrand est évoqué par Hinsley³⁹.

« Le 11 mai, Bertrand qui communiquait encore régulièrement avec le SIS rapporta que la 10^e Panzer Division était arrivée à Soissons, en provenance de la Russie ; le 13 juillet, alors que le MI avait reçu des indices selon lesquels la division devait retourner en Russie, il répondit à une enquête du SIS que la division en question avait pris la direction d'Amiens la veille. En Août, le MI ne savait pas très bien si la division était restée en France après la fin juillet si bien que le *Detailed Army Plan* de l'opération Jubilee supposait que la division devait quitter la France de façon imminente. Mais le plan envisageait également que si la division était restée à Amiens, ses véhicules blindés pourrait être à Dieppe approximativement entre Z+3 et Z+5 et que le régiment de tanks y arriverait vers Z+8. Le MI se trompait. En réalité, Von Rundstedt donna l'ordre à la 10^e division de Panzers de quitter Amiens pour Dieppe une demi-heure avant la décision britannique d'évacuation pour éviter à certaines unités d'avoir à se rendre. Mais l'avant-garde était encore à 10 miles de distance quand les combats cessèrent. Concernant les divisions SS, le *Detailed Army Plan* prévoyait que l'une d'entre elles, *Das Reich*, était basée en Bretagne, et que l'autre, *Adolf Hitler*, était supposée avoir rejoint Paris, peut-être pour remplacer la 10^e division. Cette information elle aussi provenait de Bertrand ; On sait maintenant que la division *Adolf Hitler*, avec une seule brigade, était arrivée à Paris le 24 juillet.

[...] De tels échecs survenus pendant cette opération de courte durée gênaient le commandement et réduisaient considérablement la valeur des renseignements disponibles. Concernant encore les problèmes de communications, les échecs ont été aggravés par le soupçon du commandement que certaines des communications interceptées d'émissions allemandes en radiotéléphonie étaient de l'intoxication. Le soupçon était justifié mais une analyse ultérieure devait montrer que les tentatives ennemies de leurre en radio-téléphonie n'étaient pas effectives et que l'ennemi n'avait pas étendu son dispositif de leurre à ses transmissions radio en langage clair, la plupart d'entre elles ayant été interceptées pendant l'action. »

³⁸ Hinsley et al., op. cit. *British Intelligence*, Vol II, , p.474

³⁹ Hinsley et al., op. cit. *British Intelligence*, Vol II, , p.701-703

Il convient de préciser que les relations de confiance entre Bertrand et les Britanniques remontent aux années d'avant-guerre, lorsque Bertrand transmettait systématiquement à l'IS les informations concernant Enigma obtenues par son agent Hans Thilo Schmidt. Bertrand et son homologue Denniston coopéraient depuis longtemps et s'appréciaient mutuellement⁴⁰.

La source K

Ce que l'on appelle « La Source K » est une des plus spectaculaires opérations de renseignement menée en France sous l'Occupation. Edmond Combaux, à la manœuvre dans cette affaire, était un officier des transmissions, proche de Labat puisqu'il supervisait l'activité « fil » de l'ancienne Section d'études des matériels de transmission (SEMT) camouflée dans un organisme des PTT, la Direction des recherches et du contrôle technique (DRCT)⁴¹. Labat, Romon et Combaux se connaissaient parfaitement et coordonnaient leurs actions officielles et clandestines. Dans ce premier cercle des proches de Labat, il convient d'ajouter deux autres officiers polytechniciens-Supelec : Marien Leschi, responsable de ce qui restait des services d'écoutes dans l'Armée de l'Armistice, à la ferme de la Rapine et André Mesnier, chef du service des transmissions à la Direction des services de l'armistice⁴².

Contrairement à PC Cadix qui fut dès ses origines, connecté très intimement avec le MI6, la Source K, opération d'écoute des communications téléphoniques allemandes, fut une initiative française dont on ne connaît pas la contrepartie britannique. A la fin de 1941, le capitaine Léon Simoneau, officier des services de renseignements de l'Armée de terre et le capitaine Edmond Combaux, imaginèrent d'installer des écoutes téléphoniques pour espionner les communications allemandes qui utilisaient—l'essentiel des lignes téléphoniques longues distance dans la zone occupée. Ce réseau téléphonique était entretenu par l'administration française des PTT.⁴³

Combaux trouva des complicités parmi le personnel des PTT et notamment l'ingénieur Robert Keller et son équipe dont le travail consistait à intervenir sur le terrain, souvent à la demande de l'occupant pour réparer des pannes ou effectuer de nouveaux branchements. Un pavillon fut loué sur le parcours des câbles souterrains de la ligne Paris-Metz, à Noisy-le-Grand, au nom de Robert Jung qui était le premier opérateur formé par Simoneau. Les opérateurs devaient comprendre parfaitement l'Allemand, avoir une bonne maîtrise de la sténodactylo, mais aussi avoir une bonne connaissance des structures de fonctionnement du commandement allemand. Il fallait également développer un certain nombre de matériels, notamment des amplificateurs haute impédance pour que les Allemands ne puissent pas détecter une anomalie sur les câbles.

Le 15 avril 1942, Robert Keller créa un défaut artificiel sur le câble Paris-Metz et fut ainsi saisi d'une réclamation par la *Feldschalt-Abteilung*, Direction des lignes à longues distance. C'est donc muni d'un ordre de mission en bonne et due forme qu'il entreprit des travaux à proximité du câble et ouvrit plusieurs tranchées dont l'une était située au niveau du pavillon de Noisy-le-Grand. Dans la nuit du 18 au 19 avril, Keller, Guillou et Matheron effectuèrent la dérivation de 70 circuits

⁴⁰ François Romon a trouvé la trace de ces échanges aux *National Archives* de Kew Garden. (UK HW 65/7 Miscellaneous papers French liaison, Nov 1938 – Aug 1945)

⁴¹ E.de Chambost, *Paul Labat...* article cité.

⁴² Communication privée François Romon. Voir la biographie de ces officiers des transmissions dans François Romon, op.cit.

⁴³ Le résumé de la source K présenté dans cet article est conforme à la présentation faite dans Raymond Ruffin, *Résistance PTT*, Presses de la Cité, 1983

sur les 97 que comportait le câble, bénéficiant de la complicité des deux vérificateurs situés dans les stations de répéteurs encadrant Noisy-le-Grand : Lobreau à Paris-Saint-Amand et Fugier à La Ferté-sous-Jouarre qui sont surveillés en permanence par des techniciens allemands. L'exploit technique fut réussi. A cinq heures du matin, la dérivation était terminée, le câble regarni, la tranchée bouchée. Les 70 lignes sélectionnées étaient celles correspondant aux liaisons de la Kriegsmarine, de la Luftwaffe, de la Wehrmacht et de la SIPO-SD entre Paris et Berlin.

Edouard Jung, qui avait une couverture officielle d'agent d'assurance, commença son travail d'écoutes le 20 avril. Il était alors le seul opérateur, mais fut assez vite épaulé par Robert Rocard, frère du physicien Yves Rocard, lui-même père du futur premier ministre Michel Rocard. En juillet 1942, un troisième opérateur se joignit à l'équipe, Prosper Riss. Le travail des opérateurs était très fatigant, car aux heures d'écoutes s'ajoutait le temps passé pour retranscrire à l'encre sympathique le compte-rendu des écoutes.

Combaux utilisait des employés de la SNCF pour faire parvenir à Simoneau, en Zone libre, les rapports d'écoutes. Simoneau et son chef le colonel Rivet effectuaient le tri de ces informations qui pouvaient être transmises au chef d'État-Major de Darlan, alors commandant en chef des forces armées ou aux Britanniques par les divers canaux de communication conservés entre le MI6 et le service de renseignements français. D'après le livre coordonné par Navarre et auquel contribuèrent un certain nombre d'anciens membres du SR, dont Simoneau, tous les renseignements susceptibles d'intéresser les Alliés leur furent régulièrement communiqués par le canal du SR Air⁴⁴, mais Bertrand a écrit qu'il allait chercher les résultats d'écoutes à Vichy et qu'il les transmettait aux Britanniques par son PC Cadix⁴⁵.

D'après Edmond Combaux, les informations transmises concernaient les mises sur pied et transformations des grandes unités terrestres et aériennes, leurs mouvements, les bases de sous-marins, les appréciations sur la qualité et le comportement des chefs. Des dirigeants de premier rang furent écoutés : Hitler, Goering, Keitel, Von Rundstedt, Jödl, Stülpnagel ... Les comptes-rendus relatifs à l'opération menée à Dieppe en août 1942 permettaient de savoir comment l'ensemble des unités allemandes réagissaient à ce genre d'événements.

Les écoutes sur la ligne Paris-Metz se poursuivirent ainsi pendant cinq mois, mais la sécurité du pavillon de Noisy-le-Grand devint de plus en plus menacée : les Allemands avaient décidé d'implanter une unité importante à l'Est de Paris, dans le secteur de Noisy-le-Grand, et à cet effet, ils menèrent une vaste opération pour rechercher de nouveaux cantonnements et ils commençaient à réquisitionner des logements. Dans le voisinage du pavillon loué par Jung, des gens signalèrent à la mairie qu'avant de réquisitionner les logements des habitants de Noisy, on ferait bien de s'intéresser à ce pavillon fréquenté par des individus suspects. Combaux décida alors le repli de la station clandestine, et dans la nuit du 16 au 17 septembre, Keller et son équipe effacèrent toute trace de la dérivation.

Ce repli du poste de Noisy accéléra l'exécution d'une autre opération similaire sur la ligne Paris-Strasbourg. Sur le même modèle qu'à Noisy-le-Grand, un pavillon fut loué par Prosper Riss à Livry-Gargan, sur le parcours du câble. Les amplificateurs de Noisy furent installés dans le nouveau local et les écoutes furent opérationnelles après que Keller et son équipe eurent été effectués la dérivation dans la nuit du 16 au 17 décembre. Jung, Riss et Rocard pouvaient commencer leurs écoutes, mais entre la cessation des écoutes de Noisy et la mise en service de celles de Livry-Gargan, la Zone libre avait été envahie par les troupes allemandes à la suite du débarquement allié

⁴⁴ Henri Navarre, *op. cit.*, 1978, pp.154-158

⁴⁵ Gustave Bertrand, *op. Cit.*, 1976, pp.115-116 et p.237

sur les côtes nord-africaines. Les officiers de renseignement étaient recherchés par les Allemands. Combaux ne parvint pas à retrouver la trace de son collègue Simoneau à Vichy. Il partit pour Lyon le 22 décembre, et quand il en revint le 25, ce fut pour apprendre que Keller avait été arrêté. Le 24 au matin, lorsqu'il était venu prendre son service à Livry-Gargan, Rocard avait été accueilli par des soldats allemands et n'avait pu s'enfuir que de justesse.

Keller, Guillou, Matheron et Lobreau furent déportés et seul Lobreau survécut à la déportation. Edmond Combaux franchit la frontière espagnole dès janvier 1943, gagna ensuite Londres et s'engagea dans les Forces françaises libres et fut affecté au BCRA. Il a raconté qu'en mai 1944 un officier haut gradé de l'Amirauté Britannique lui avait confié que les renseignements de la "Source K" s'étaient révélés d'une importance capitale.

Léon Simoneau passa en Espagne, comme Combaux, dans le courant du mois de janvier 1943, mais rejoignit à Alger son supérieur, le colonel Rivet. En avril 1944, dans un contexte de rivalité entre le BCRA et les anciens des services de renseignements de l'Armée, de Gaulle mit Rivet à la retraite et promut Simoneau à la tête du SR Guerre en transformant cet organisme en SR « opérationnel » (SR0) de l'armée B (future armée de Lattre, en formation). Décédé le 7 avril 1993, il avait, selon les mots de Paul Paillole, « gardé sa lucidité et son exceptionnelle mémoire » jusqu'à son décès⁴⁶. Cette exceptionnelle mémoire n'a guère bénéficié à la restitution historique de ce que fut la Source K. On aurait aimé savoir comment les informations collectées étaient traitées et quels en étaient les destinataires.

Signe du caractère hors-norme de l'opération, les carnets de Rivet font état de la source K à 3 reprises : d'abord, le 13 avril, lorsque Simoneau l'informe de l'existence du projet, ensuite, le 29 juillet, date d'une rencontre « au sujet de Combaux » avec l'amiral Platon, alors secrétaire d'état chargé de la coordination des armées, et enfin le 31 juillet, Rivet déclare avoir « lancé le général Verneau, chef d'état-major de l'armée, sur l'affaire Combaux ». Par contre, l'affaire n'est pas mentionnée lors des deux entretiens avec Laval, le 3 juin et le 10 juillet⁴⁷.

Le 21 janvier 1991, le magazine *Le Point* publia un document qui mettait en cause René Bousquet, secrétaire général de la police. Il s'agissait d'un rapport d'Himmler à Hitler daté du 26 décembre 1942 et concernant « *L'installation d'une dérivation sur la liaison principale téléphonique Paris-Strasbourg-Berlin* » :

« Le 21 décembre 1942, le secrétaire général de la police française Bousquet [...] a porté à la connaissance du SS-Brigadeführer Oberg qu'un branchement avait été effectué sur le câble principal de la Wehrmacht Paris-Strasbourg-Berlin [...] »

Il est difficile de tirer des conclusions précises d'un document unique. Avant même la possible trahison de Bousquet, l'exploitation de la Source K était déjà compromise par la perte de la liaison entre Combaux et Simoneau. Bien des questions restent en suspens : Bousquet avait-il reçu le feu vert de Laval ? Comment Bousquet était-il informé de l'opération montée sur la ligne Paris-Strasbourg ? La Gestapo avait-elle eu vent de l'affaire avant que Bousquet ne lui donne l'information ? Les correspondances entre les autorités Allemandes (Von Rundstedt et von Stülpnagel) et le gouvernement français entre le 31 décembre 1942 et le 25 janvier 1943 montrent que les Allemands n'avaient pas eu connaissance de la pose d'écoutes sur la ligne Paris-Metz, mais

⁴⁶ Allocution prononcée par Paul Paillole à Besançon, publiée dans le numéro 169 du bulletin de l'AASSDN et reproduit sur le site de l'association <https://www.aassdn.org/xlde11694.htm>. Voir aussi Alain Guérin édition 2010, p.1460.

⁴⁷ Louis Rivet, *op.cit.*

que Keller leur avait dit qu'il agissait sur ordre d'un officier du 2eme bureau⁴⁸. En fait, Keller avait donné le nom de Paul Badré, un officier du SR Air avec lequel il avait été en contact en 1941⁴⁹.

Par-delà ces interrogations, on peut se risquer à rattacher cette trahison à l'opération Donar (la mission Desloge) par laquelle Laval avait sacrifié ses services de renseignement avant même l'invasion de la Zone libre. Privés de cette marge de Liberté offerte par la Zone libre, l'Afrique du Nord et son armée, les SR ont fait leur temps, leurs responsables se sont enfuis à Alger ou à Londres.

Quant au bilan de l'opération, il est évidemment très gênant de n'avoir que le rapport d'Edmond Combaux qui assure avoir rencontré un officier de l'Amirauté britannique qui lui aurait dit que les renseignements issus de la Source K étaient exceptionnels. Il est encore plus gênant que le plus beau coup d'espionnage réalisé par les services français ne soit corroboré par aucune source anglaise. À ce jour, il semble bien qu'aucun auteur anglophone n'ait jamais évoqué la Source K.

Actions de résilience

Nous avons vu comment les Allemands avaient exploité leur victoire en optimisant l'exploitation du vaincu avec les priorités qui étaient les leurs. Nous avons vu également comment les Anglais avaient pu trouver en France les meilleurs relais pour mener leur guerre contre l'Allemagne. Comment la France vaincue continua-t-elle à survivre malgré la défaite et la soumission ? D'une façon générale, la réponse consista en actions de résilience, mais cette résilience prit des formes très différentes pour les services de renseignements et l'administration des PTT qui coopérèrent pour mener l'opération de la Source K.

Après l'Armistice qui impliquait, implicitement, leur suppression, les Services secrets firent vite le constat que la souveraineté même restreinte octroyée à l'État Français leur offrait une niche où ils pouvaient continuer à « lutter contre l'envahisseur ». Henri Navarre qui dirigeait dans les années précédant la guerre la section allemande du Service de renseignements de l'armée de terre (SR Guerre) raconte que vers le 16 ou 17 juin 1940, l'officier de l'*Intelligence Service* qui faisait la liaison avec le SR lui avait proposé de l'embarquer pour l'Angleterre, avec femme et enfant, dans le cas où un armistice serait signé⁵⁰. L'*Intelligence Service* aurait bien voulu récupérer son réseau d'informateurs. « *Avais-je le droit de donner à un pays étranger ce qui était indubitablement la propriété de la France ?* » se demande Navarre avant de décliner l'offre. Sans doute ne faut-il pas attacher trop d'importance aux états d'âme de cet officier des SR, rapportés par l'intéressé 30 ans après les faits, mais ces propos ont néanmoins une valeur indicative : Les officiers du SR voulaient continuer à servir la France.

Quelques jours plus tard, le 25 juin 1940, l'armistice est signé et les officiers du SR Guerre sont réunis avec leur chef le colonel Rivet à Bon-Encontre, dans le Lot-et-Garonne⁵¹. Selon Paul Paillolle qui en fait le récit dans ses mémoires, rassemblés au monument aux morts avec les anciens combattants, ils auraient fait le serment de « lutter contre l'envahisseur ». Toujours selon Paillolle, après la cérémonie aux monuments aux morts, Rivet aurait déclaré à ses subordonnés :

⁴⁸ AN 3W/108, voir aussi Guy Bousquet, *René Bousquet, cet inconnu*, Jean Picollec, 2007, p.559.

⁴⁹ Note d'Hitler à Hitler du 26 décembre 1942 citée par *Le Point* et Robert Rouxel, « Les mystères de la Source K », *Les dossiers d'Aquitaine* 1999.

⁵⁰ Henri Navarre, *le temps des vérités*, Plon, 1979, p.79

⁵¹ Paul Paillolle, *Services Spéciaux (1935-1945)*, Robert Laffont, p.208

« Un calcul trop savant, l'obsession du schéma ou une étourderie inespérée ont laissé au vaincu du moment une portion de territoire avec l'Afrique française et un noyau d'armée. Soyez sûrs que cette armée offrira à la dissidence de nos services de renseignements et de contre-espionnage la couverture et l'appui qu'en d'autre temps la *Reichswehr* a donné au *Nachrichtendienst*⁵². »

Vingt ans plus tôt en effet, le traité de Versailles interdisait théoriquement à l'armée allemande d'entretenir des services secrets, ce qui n'avait pas empêché la *Reichswehr* de créer l'*Abwehr* (*Nachrichtendienst*). L'article 4 de la convention d'armistice du 23 juin 1940 stipulait.

« Les forces françaises sur terre, sur mer et dans les airs devront être démobilisées et désarmées dans un délai encore à déterminer. Sont exemptes de ces obligations les troupes nécessaires au maintien de l'ordre intérieur. Leur importance et leur armement seront déterminés respectivement par l'Allemagne et par l'Italie. »

Si l'on s'en tient à l'esprit du texte, l'espionnage des forces allemandes et la traque des espions allemands n'entrent pas dans les nécessités du maintien de l'ordre, mais par nature, un service secret est plus facile à camoufler qu'un canon de 155mm. C'est pourquoi, River pouvait envisager dès l'armistice une situation de dissidence pour les services secrets.

De son côté, l'administration des PTT en zone occupée bénéficia d'une marge de liberté beaucoup plus restreinte que celle des Services secrets. Dès leur arrivée sur le territoire français, les Allemands s'efforcèrent de prendre le contrôle du réseau téléphonique français et, le cas échéant, de le remettre en état. Dès le 15 juin 1940, une équipe de la *Reichspostzentramts* (RPZ) s'était installée à l'hôtel des Deux Mondes à Paris pour s'assurer de la remise en état du réseau français⁵³. Les occupants avaient d'abord envisagé de faire passer tous les services des transmissions et des communications sous le contrôle direct de la *Wehrmacht*, avec obligation pour chaque membre du personnel de signer une sorte d'engagement. La direction des PTT protesta et finalement les autorités d'occupation laissèrent l'administration française coiffer l'ensemble des services, y compris les liaisons par câbles à grande distance, à charge pour l'administration des PTT de faire en sorte que son réseau soit opérationnel pour l'armée allemande. Pour survivre et offrir une protection relative à ses employés, la direction des PTT se mettait donc dans une situation de pleine collaboration avec les Allemands. Les postiers gardaient leurs chefs français, mais devaient accepter d'être surveillés de très près par des contrôleurs allemands relevant de la *Feldschalt-Abteilung Z.b.V2*, la Direction des lignes à grandes distances allemande⁵⁴.

Soyons clairs : la direction des PTT n'a pas cherché à obtenir le maintien de son autorité sur tout le réseau de câbles à grandes distances pour pouvoir pirater les communications allemandes, le maintien de l'intégrité de l'administration était un but en soi. De leur côté, les autorités d'occupation ont accepté ce maintien, non pas pour faire plaisir aux Français, mais parce que cet arrangement leur permettait de bénéficier des infrastructures françaises à moindre frais.

Avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, Labat était devenu la tête de file de la radioélectricité française, tout comme Ferrié l'avait été lors de la Première guerre. Son action de résilience consista à préserver le potentiel scientifique et technique dans son domaine. Il fut ainsi amené à superviser la transformation de l'ancien Groupement des unités d'écoutes et de

⁵² Paul Paillole, op.cit. p.211

⁵³ Emmanuel de Chambost, *La radioélectricité sous l'Occupation*, L'Harmattan, 2012, p.50

⁵⁴ Ruffin, op.cit. pp.53-54

radiogoniométrie (GUER), militaire, dirigé par le capitaine Romon, en un groupement civil dépendant des PTT, le GCR. De la même façon, il transforma l'ancien Service d'études des matériels de transmission (SEMT) en un organisme civil, le SERT, basé à Lyon et dépendant des PTT tout comme le GCR. Il incita aussi les groupes industriels, notamment la SFR du groupe CSF et LMT à créer des centres d'études à Lyon et enfin, il installa aussi à Lyon la section radio de l'école Supelec, transfert nécessaire puisque l'enseignement de la radio était interdit en zone occupée⁵⁵.

Le GCR, en liaison étroite avec PC Cadix, prendra place, dès le début, dans le dispositif de « lutte contre l'envahisseur » du colonel Rivet, mais l'implantation de l'usine de la SFR à Lyon a été négociée avec les Allemands. La SFR avait expliqué que la création d'une usine en zone libre dédiée aux contrats avec les administrations françaises permettrait à l'usine de Levallois de mieux assurer les commandes allemandes. C'est ce qu'a expliqué en 1948, lors de l'instruction menée contre les dirigeants de la SFR, Jean Fleury qui fut directeur commercial de cette usine de Lyon avant de rejoindre Londres pour diriger le service Renseignements du BCRA. Concernant les études financées par le SERT de Labat, voilà ce qu'ajouta Fleury⁵⁶ :

La SFR a été amenée à conclure des marchés d'études avec les autorités de Vichy et certaines de ces études, à la demande du colonel Labat, ne furent pas révélées aux Allemands, ou plutôt, elles ne le furent que lentement et incomplètement [...] Le caractère secret des études entreprises par la SFR pour le compte des autorités de Vichy, était une condition sine qua non posée par le colonel Labat.

De même que Labat s'est employé à préserver le potentiel technique français, chaque entreprise s'est employée également à maintenir son niveau technique et scientifique plus haut que ce que nécessitaient les commandes de matériel allemand conçu dans les années 1930. Les marges réalisées avec les commandes allemandes permettaient à la SFR d'autofinancer la plus grande partie de ses recherches dont le volume représentait plus de 10 % du chiffre d'affaires ce dont la société pourra s'enorgueillir à la Libération⁵⁷.

En résumé, de même que les gouvernements de Vichy ont eu une marge de souveraineté qui leur permit de mener leur propre politique dans un certain nombre de domaines, les entreprises avaient aussi leurs marges, financières, qui leur permettaient de se projeter en dehors du présent allemand. Tel était le mode de domination des vainqueurs pour qui ces marges de liberté étaient la contrepartie inévitable de la stratégie hitlérienne qui commandait de concentrer le maximum de ressources vers l'Est.

Chaque institution jouait sa survie avec la marge de liberté qui est la sienne. Dans ce paysage, le cas du Parti communiste est singulier : aucune marge de liberté ! Pour survivre, une seule solution, la clandestinité, qui sera orientée, à partir de juin 1941, dans le sens de la lutte anti-allemande aux côtés de l'URSS.

⁵⁵ Emmanuel de Chambost, *la radio électricité ...* 2012, op.cit. p.108 et *Paul Labat ...* article cité, 2018.

⁵⁶ Audition Jean Fleury, 05/03/48, *Instruction Girardeau-Brenot, 2eme partie*, (AN Z/6NL/9910/A)

⁵⁷ Paul Brenot, « Réalisations d'un grand centre de recherches industriels pendant et malgré l'Occupation », *L'onde électrique* n°222, septembre 1945, pp.29-46

Novembre 1942, la nouvelle donne

A partir de novembre 1942, le paysage des rapports de force franco-allemands évolua très rapidement à la suite de la perte de l'Afrique du Nord par la France de Vichy. Comme Bertrand l'avait prévu, en réponse à un questionnaire qui lui fut soumis par l'IS en octobre 1942⁵⁸, au débarquement en Afrique du Nord mené sous le nom d'Opération Torch, les Allemands réagirent en envahissant la Zone libre. L'historien Hinsley a fait un résumé de la situation du point de vue de l'*Intelligence Service* ⁵⁹.

« [...] En Europe, l'opération Torch conduisit à un recul du SIS en précipitant l'occupation par les Allemands de la zone Sud, là où les réseaux proprement dits de l'I.S., mais aussi ceux des Polonais et de la France Libre souffrirent de pertes sévères et de nombreuses arrestations et Bertrand, forcé de se replier dans la zone occupée par les Italiens, perdit la plupart des contacts qu'il avait encore. En plus, il s'avérera un peu plus tard que l'un des réseaux les plus importants de la France Libre était infiltré à un tel point que depuis le début de l'année 1943, deux de ses membres dirigeants étaient des agents de l'*Abwehr* (note : Bertrand, p.147). Mais le SIS récupéra plus vite que lors de ses précédents reflux. Dès mars 1943, quatre de ses réseaux issus des contacts vichysois transmettaient à nouveau des informations et, bien que l'organisation réduite de Bertrand rencontrait des difficultés croissantes, les réseaux polonais et français avaient aussi rétabli leurs communications avec Londres. Et à partir du milieu de 1943, la couverture de la France par le SIS ne cessa de progresser. »

En réalité, les émissions de PC Cadix avaient été rompues dès le 6 novembre, deux jours avant le débarquement. En juillet 1942, les Allemands avaient demandé au gouvernement français de laisser entrer en zone libre 300 de leurs agents appartenant à l'*Abwehr* ou au SD pour détecter des postes émetteurs. Bousquet nouveau secrétaire de la police donna son accord et confia même à la Surveillance du territoire (ST) le soin d'encadrer ces agents⁶⁰. Cette opération dont le nom allemand était *Aktion Donar* débuta le 15 septembre et le 6 novembre, la gendarmerie d'Uzès prévint Bertrand que les voitures de radiogoniométrie étaient à quelques kilomètres. L'équipe de Bertrand parvint à démonter et à planquer le matériel à temps. Le PC Cadix avait fait son temps.

La recherche à tout prix de l'autonomie de la police française, qui aboutit au début du mois d'août à ce qu'on appelle les accords Bousquet-Oberg, avait conduit Laval à de multiples gestes de bonne volonté en direction des Allemands. En l'occurrence, Laval avait choisi de sacrifier les services secrets qui ne lui étaient guère fidèles au profit de sa police. Quelques semaines plus tard, au mois de décembre, Bousquet sacrifia la Source K, semble-t-il, comme nous l'avons vu un peu plus haut.

Entre temps, les Alliés avaient débarqué en Afrique du Nord et firent basculer cette dernière dans leur camp. Vichy avait perdu son seul atout, et les Allemands envahissaient la Zone « libre » et pourchassaient les agents des services secrets français. Le 8 novembre au soir, trois avions décollaient de la base d'Istres. Rivet, Ronin et une escouade d'officiers des SR quittaient la métropole pour l'Afrique du Nord. Deux ans après le serment de Bon-Encontre, Rivet confirmait la survie de ses services en traversant la Méditerranée. Il prit la tête de la Direction des services de

⁵⁸ F.H.Hinsley, E.E. Thomas, C.F.G. Ransom et R.C. Knight, *British Intelligence in the Second World War*, Volume II, HMSO, 1981, p.474

⁵⁹ F.H.Hinsley et al. op. cit. pp.17-20

⁶⁰ Jean-Marc Berlière, *Police des temps noirs*, Perrin, 2018, p.1248

renseignements et de la Sécurité militaire (DSR-SM) sous les ordres du général Giraud alors qu'en métropole, Bertrand prenait la tête du réseau Kléber, nom donné aux SR réorganisés dans la clandestinité⁶¹.

Après l'assassinat de Darlan le 24 décembre 1942, le « giraudisme » marqua le triomphe de la ligne Rivet : son service de renseignement était au service d'une armée qui avait repris la lutte contre l'ennemi allemand, aux côtés de ses alliés britanniques et américains. Comme on le sait, la Roche tarpéienne est proche du Capitole. Rivet avait misé sur le mauvais cheval, ce que de Gaulle ne lui pardonnera pas lorsqu'il prendra définitivement le dessus sur Giraud, en avril 1944. Rivet fut tout simplement mis à la retraite. Les officiers du 2eme bureau français avaient organisé l'évasion spectaculaire de Giraud⁶², provoquant la fureur du Führer et l'embarras de Laval mais les Anglais avaient également mis la main à la pâte pour faire de Giraud une alternative à de Gaulle : A leur demande, une équipe du réseau Alliance avait pris en charge le général évadé et l'avait conduit jusque sur les plages du Lavandou où il avait été embarqué dans le sous-marin britannique HMS Seraph.

Très vite après son arrivée à Alger, Rivet prit contact avec l'IS. Le 27 novembre, il fit la connaissance du colonel Crawford, chef de l'IS à Alger et, peu après, il reçut un envoyé de Stewart Menzies, chef de l'IS⁶³. Le responsable du contre-espionnage Paul Paillole ne dépendait pas directement de Rivet. Il quitta la France par l'Espagne, se retrouva à Gibraltar d'où il s'envolera vers Londres le 19 décembre 1942. Pas plus que Rivet, il ne se rallia à De Gaulle. Mais il fut reçu chaleureusement par les dirigeants de l'IS, Stewart Menzies, le chef en titre, Claude Dansey, l'éminence grise ainsi que Bill Dunderdale, responsable de la section française. Il fut convenu qu'une liaison radio relierait les services de Paillole à Alger avec ceux de Cawguill à Londres. Paillole rencontra également Passy le 27 décembre. L'entretien fut amical « En une heure d'un entretien amical, je retire l'impression qu'une entente est possible »⁶⁴. Si la fusion entre services spéciaux s'étaient effectuée juste après cette première rencontre, elle aurait constitué en une absorption du BCRA par les services de Rivet et de Paillole mais les gaullistes surent différer la fusion de façon à ce qu'elle se passe de la façon opposée.

Privés de l'autonomie dont ils avaient pu bénéficier jusqu'en novembre 1942, les éléments anti-allemands de l'appareil vichyssois présentaient un intérêt bien moindre aux yeux de l'Intelligence Service. Avec le SOE, le BCRA, Alliance, et les réseaux du 2eme bureau français, ils avaient suffisamment de cartes dans leur jeu pour effectuer les opérations de renseignements ou de sabotage. Pour ceux qui restaient en métropole, l'État français ne pouvait plus être le sanctuaire à partir duquel des activités anti-allemandes pouvaient se développer, mais l'ensemble des institutions restées en place constituaient encore, dans une certaine mesure, un refuge où l'on pouvait attendre la défaite finale de l'ennemi. Avec l'entrée en guerre de l'URSS, des États-Unis, le débarquement en Afrique du Nord et à partir de février 1943, il n'y avait en effet plus de raisons de croire en une domination durable de l'Allemagne sur l'Europe, mais en même temps, cette domination était de plus en plus pesante que ce soit en termes d'exploitation économique, de répression policière ou d'épuration raciale.

Dans ce contexte, le SRST de Marien Leschi et le GCR de Gabriel Romon connurent un certain flottement. Le SRST, officiellement rattaché à l'armée était un tout petit service qui pouvait

⁶¹ Navarre, les services... op.cit. pp.201-202

⁶² René Chambe, Comment fut préparée l'évasion de Giraud, *Revue des Deux Mondes*, avril 1962

⁶³ Navarre, op.cit. , 1978, p.204

⁶⁴ Paillole, op.cit. , 1975, p.432

continuer à fonctionner de façon clandestine. Marien Leschi joua le jeu d'une intégration à l'ORA, elle-même, ramification clandestine de l'Armée française du général Giraud. Certains opérateurs restèrent basés à la ferme de la Rapine, mais d'autres furent disséminés au service de divers groupements clandestins, jusqu'au 8 juillet 1943 où la police allemande investit le site du SRST.

Pour Labat devenu lieutenant-colonel, maintenir les services d'écoutes français au service d'une armée clandestine dont l'état-major était basé à Alger n'était pas contradictoire avec le fait de bénéficier tant que faire se peut des dernières facilités offertes par l'État français. Piloter des études pour maintenir le savoir-faire français à un niveau élevé était l'autre tâche – moins risquée – à laquelle il restait attelé. Les réunions du SRCT se poursuivaient avec la poignée d'ingénieurs qui constituent « la bande à Labat », par analogie à ce que fut « la bande à Ferrié » : Angot, Revirieux, Marzin, Ramon, Colin⁶⁵. Pour apprécier l'action de la DRCT en 1943, il convient d'avoir en tête certains éléments de cette période⁶⁶ :

- Entre 1941 et 1943, les ressources disponibles de la France avaient baissé de 21 %, mais les prélèvements allemands avaient grimpé de 19 % à 36 %
- L'industrie radioélectrique est, au même titre que l'industrie aéronautique, au cœur de l'exploitation économique de la France : pour la plus importante société du secteur, la SFR, le chiffre d'affaires allemand double entre 1941 et 1943, représentant en 1943 86 % du chiffre d'affaires total.
- En juillet 1943, le nombre des ouvriers de la SFR déportés du travail en Allemagne atteint 335, un peu moins de 10 % des effectifs, ce qui est très substantiel, mais moins élevé que la moyenne nationale.
- Toujours pour le cas de la SFR, environ 450 personnes dont 132 ingénieurs s'adonnent à des activités de recherches.

La relative symétrie des chiffres entre les ouvriers requis du travail obligatoire en Allemagne et les effectifs dévolus à la recherche en-dehors du secteur des fournitures pour l'Allemagne donnera lieu à quelques commentaires développés un peu plus bas.

Labat ne pilotait pas les activités de recherche de la SFR, mais les dirigeants de la SFR, et en premier lieu, Brenot, ancien de la « bande à Ferrié », poursuivaient le même but : préserver le potentiel technologique français au sein de la SFR. Les dirigeants de la SFR ne s'étaient engagés dans le marché allemand qu'avec l'aval des autorités de Vichy. Avec les contrats du DRCT, la SFR restait en contact avec Labat qui donnait des directives clandestines ; dans la mesure du possible, éviter de livrer du matériel complet. En fait, les velléités de sabotage de la SFR avaient été dûment mâtées par les autorités allemandes qui avaient menacé d'envoyer en Allemagne tout le personnel affecté à la recherche, et finalement, la rétention ne concerna guère que le marché d'un très gros émetteur, négocié avec paiement lot par lot. Le gros de la production pour le marché allemand consistait en postes de radio beaucoup plus modestes pour lesquels le sabotage de la production n'était qu'une figure de style au premier semestre 1944, date à laquelle les Allemands avaient anticipé le changement de situation et réduit considérablement leurs commandes. Il n'empêche, jusqu'à son arrestation en mars 1944, le lieutenant-colonel Labat restera un garant de patriotisme pour toute l'industrie radioélectrique française. Il ne sera plus là lorsque sera venu le temps d'opérer

⁶⁵ Procès-verbal de la réunion de la DRCT du 10 novembre 1943, communiquée aimablement par Jean-Marie Colin. Ces ingénieurs réaliseront le numéro « spécial Labat » de la revue des Transmissions en 1969

⁶⁶ E.de Chambost, *la radioélectricité...* op.cit. 2012, pp.233-242

le grand tournant de l'automne 1944 et de remplacer le client allemand par la jeune armée française. Pour la SFR, les postes AS59 et RU93 équiperont massivement les nouvelles unités formées à la faveur de la Libération⁶⁷.

Beaucoup plus périlleux, nous l'avons vu, fut le maintien des activités d'écoutes allemandes à partir de novembre 1942. Dans l'immédiat, Labat et Romon n'étaient pas menacés. Dans la zone sud maintenant contrôlée par les Allemands, le GCR n'était pas dissous mais devait limiter ses activités à des écoutes civiles. L'organisme devait également collaborer avec les Allemands pour détecter les émissions clandestines qui se multipliaient⁶⁸. Cette nouvelle mission fut bien sûr sabotée par la majorité des transmetteurs du GCR qui se débrouillaient pour arriver toujours trop tard sur les lieux d'émission. Au fil des mois, ils furent contrôlés de plus en plus près par les Allemands et ne purent pas empêcher le recrutement de nouveaux opérateurs parfois plus proches de la Milice que de la Résistance.

De la même façon que certains officiers de l'Armée voulaient maintenir l'armée officiellement dissoute en créant l'ORA imaginée comme une ramification clandestine de l'Armée d'Afrique de Giraud. Romon et Labat voulurent maintenir les activités anti-allemandes du GCR en créant des centrales clandestines qui auraient été intégrées à l'ORA mais qui furent finalement regroupées en un Service des transmissions nationales (STN) supposé travailler pour l'Armée Secrète⁶⁹. Une ordonnance du MBF du 18 décembre 1943 vint renforcer des mesures déjà prises en décembre 1942 : Toute activité d'émission et de réception radioélectrique fut interdite en France⁷⁰. Le STN ne devint malheureusement jamais opérationnel dans un contexte où l'ORA ne parvenait pas à affirmer sa spécificité par rapport à l'Armée secrète. Romon et Labat, connus comme de prestigieux spécialistes radio, furent courtisés par toutes sortes de mouvements de Résistance, comme en témoigne leur homologation d'agents P2 par super-NAP, Gallia et Alliance⁷¹.

En fait, les différents réseaux qui voulaient communiquer avec Londres avaient besoin d'opérateurs radio, les fameux « pianistes » beaucoup plus que de scientifiques de haute volée. Les opérateurs de base, éventuellement anciens du GCR ou de la ferme de la Rapine étaient plus prisés que leurs chefs. Il n'y avait pas de place au sein des MUR pour un service radio autonome, en marge du BCRA qui avait conquis le monopole des communications entre les MUR et Londres, avant d'être intégré à l'EMFFI, l'état-major du général Koenig.

L'unification et la rationalisation des services radio du BCRA ne furent pas l'œuvre de Labat, mais de deux polytechniciens ingénieurs de la SFR à l'usine de Lyon, le directeur technique Jean Roy et le directeur commercial Jean Fleury, qui plongèrent dans la clandestinité au printemps 1943. Dès le début de l'année 1942, à Paris, Fleury avait eu des contacts avec Gilbert Renault, alias Rémy, à qui il fournissait des quartz. Il était également en relation avec les époux Aubrac, à Lyon. Il fut enregistré en juin 1942 comme agent P2 de Phratricie, un réseau qui dépendait du BCRA. Jean Roy fut probablement recruté par Fleury. Après sa démobilisation et son retour à l'usine SFR de Levallois, Jean Roy avait fait savoir qu'il n'aurait aucun contact avec les Allemands. D'une façon générale, le personnel de la SFR replié à Lyon était très anti-allemand, et beaucoup d'ingénieurs revendiquèrent des contacts avec « La Résistance »⁷².

⁶⁷ de Chambost, *la radioélectricité...* op.cit. 2012, pp.166-168

⁶⁸ Romon, op.cit., 2017, pp.189-245

⁶⁹ Romon, op.cit., 2017, p.225

⁷⁰ Romon op.cit., 2017, p.204

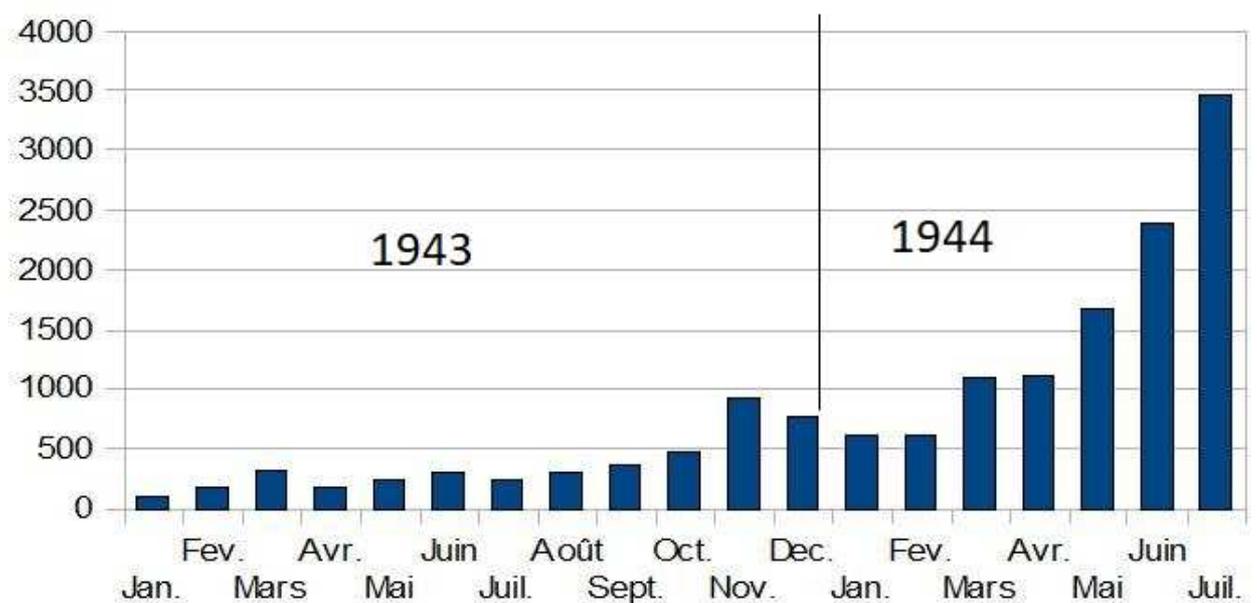
⁷¹ De Chambost, Labat, article cité, 2018.

⁷² de Chambost, *la radioélectricité...* op.cit. 2012, pp.178-181

Le trafic radio clandestin en 1943-1944

Voilà quatre polytechniciens de la radio, Labat et Romon d'un côté, Fleury et Roy d'un autre côté. Tous ont pris des risques en s'engageant dans la lutte anti-allemande, mais leurs trajectoires sont cependant très différentes. Fleury et Roy ont été sollicités par la dissidence gaulliste, à une époque où Labat exploitait toutes les ressources dont disposait l'État français. Tout comme Romon, ce n'est qu'après l'invasion de la Zone "libre" qu'il opte pour l'action clandestine, qu'elle soit d'obédience gaulliste, giraudiste ou britannique. Le 1^{er} juillet 1943, Paul Labat était nommé à la direction des télécommunications des PTT, à Paris, comme adjoint du directeur, son camarade de promotion, Charles Lange, tandis que Gabriel Romon était nommé directeur du service de la TSF des PTT au sein de la même direction⁷³. Ces couvertures au sein de l'administration des PTT leur laissaient assurément beaucoup de disponibilité pour des activités moins officielles mais ils ne jouèrent pas de rôle de premier plan ni dans l'Armée secrète, ni dans le réseau Alliance.

Ouvrons une parenthèse sur le trafic radio du BCRA avec ce diagramme qui dit beaucoup de choses sur l'histoire du BCRA et de la résistance gaulliste.



Jusqu'à la fin de 1942, les communications radio, entièrement dépendantes des Anglais étaient régies par un protocole pensé pour une mission d'un officier de renseignement assisté d'un opérateur radio, et ce protocole ne convenait ni aux mouvements de la résistance intérieure en cours d'unification ni à un gros réseau de renseignement comme Alliance.

Les négociations entre Fleury et les Anglais pour modifier le protocole de communication commencèrent en février 1943 avec la visite de Fleury à Londres. Fleury reçut ensuite Passy en France et lui proposa de faire venir à Londres Jean Roy, directeur technique de la SFR de Lyon. En avril 1943, Roy s'envola pour Londres où il rencontra les officiers du SOE qui lui firent confiance pour organiser les transmissions radios mais il fallut quand même attendre juillet 1943 pour que

⁷³ Romon, op.cit., 2017, p.216

l'ancienne organisation de transmissions baptisée WT (Wireless Telecommunications) soit remplacée par Electre. Il était temps, car WT connaissait une crise grave, marquée sur le graphique par une diminution du nombre de transmissions en juillet. Une vague d'arrestation avait rendu la situation aussi catastrophique à Lyon qu'à Paris. A partir de juillet, les problèmes matériels étaient résolus, les plans de transmissions, appareils de radio, quartz, étaient disponibles. Restait à résoudre la pénurie d'opérateurs pour laquelle Claude Wolf ouvrit dans le Dauphiné une école d'opérateurs qui recrutait des opérateurs professionnels et leur donnait une formation d'opérateurs clandestins. Quant au service radio proprement dit, Fleury estima que les problèmes techniques étaient si bien réglés qu'il était possible et souhaitable de le faire superviser par un non-technicien, Tibor Revesz-Long, docteur en médecine⁷⁴.

A partir de mars 1944, on voit le trafic radio augmenter régulièrement jusqu'en juillet : Toute la résistance concernée par le BCRA apparaît donc comme un mouvement qui se développe et converge vers la Libération d'août 1944. Indépendamment de sa capture en mars 1944, Labat ne s'inscrivait manifestement pas dans ce mouvement. Il aurait été nommé, semble-t-il, chef du service des transmissions de l'Armée secrète et aurait œuvré pour faire fabriquer en France des émetteurs récepteurs⁷⁵, mais en même temps, il dissuadait Vidrequin d'aller au maquis : « *Votre rôle n'est pas de jouer au soldat, mais de vous préparer pour lors du débarquement, faire saboter, puis faire remettre en état les systèmes de transmission* »⁷⁶

Labat, Roy, Fleury et l'usine SFR de Lyon

La Société Française de Radioélectricité était une entreprise fondée en 1910 par Emile Girardeau qui créa également dans les années 1920 la holding Compagnie générale de téléphonie sans fil (CSF) à laquelle fut rattachée la SFR. En 1940, elle employait quelques milliers de personnes basées à Levallois-Perret ou à Cholet, deux usines situées en zone occupée après l'armistice de juin 1940. La SFR faisait un gros chiffre d'affaires avec l'Armée et les administrations françaises, et sous l'impulsion de Labat, la SFR fut incitée à créer une usine en zone non occupée pour bénéficier plus facilement de contrats avec les administrations. Dès novembre 1940, quelques ingénieurs créaient l'embryon d'un centre industriel qui comptera jusqu'à 360 employés en 1943. A la fin de l'année 1940, Le service du personnel du centre principal de la SFR à Levallois-Perret recevait la consigne de faciliter le transfert à Lyon de tous les employés « israéliites » qui le désiraient. « Israélites » était le terme jugé plus respectueux, utilisé pour désigner les Juifs,

L'ingénieur polytechnicien Jean Roy n'était pas juif, mais revenu à l'usine de Levallois en septembre 1940, après sa démobilisation, ce trentenaire avait posé comme principe qu'il ne n'aurait aucun contact avec les autorités allemandes. Il fut muté à Lyon en janvier 1941 et nommé directeur technique de la nouvelle usine. Jean Fleury était de dix ans plus âgé et avait fait carrière dans le groupe CSF où il avait notamment exercé la fonction de directeur général de Radio-Saïgon. Mobilisé en 1939, il fut affecté en Syrie jusqu'à la fin du mois de novembre 1940, date à laquelle il rentra à Paris. Il fut alors envoyé à Lyon comme directeur commercial du nouveau centre SFR.

⁷⁴ Jean Fleury, « La radio clandestine dans la Résistance (réseau Electre) », dans *L'oeil et l'oreille de la Résistance, actes du colloque tenu en 1984*, Éditions Erès, 1986, pp.122-124. Voir aussi la page de mon site personnel <http://siteedc.edechambost.net/CSF/Electre.html>

⁷⁵ P.Besson, « Le rôle de Labat dans l'Armée secrète », dans *Liaisons des transmissions n° 59 spécial Labat*, 1969

⁷⁶ Maurice Vidrequin, « Le général Labat » dans *Liaisons des transmissions n° 59 spécial Labat*, 1969

L'usine de Lyon ne s'est pas développée à l'insu des Allemands, mais Fleury déclara lors de l'instruction menée à la Libération contre Girardeau que Labat insista pour que les études effectuées pour le compte des administrations françaises ne soient pas divulguées aux Allemands.

La SFR a été amenée à conclure des marchés d'études avec les autorités de Vichy et certaines de ces études, à la demande du colonel Labat, ne furent pas révélées aux Allemands [...] Le caractère secret des études entreprises par la SFR pour le compte des autorités de Vichy, était une condition *sine qua non* posée par le colonel Labat. D'ailleurs, ces études étaient très avantageuses sur le plan financier pour la société...

On doit avoir en tête que même en zone « libre », les usines étaient soumises au contrôle de la commission d'armistice allemande en vertu de l'article 6 de l'armistice qui stipulait que « la fabrication de nouveau matériel de guerre doit cesser immédiatement ». Selon les termes d'un ingénieur juif de la SFR, « A Lyon, tout le monde était plus ou moins résistant ». De fait, les ingénieurs spécialistes de radio furent très sollicités par les différents mouvements et réseaux qui communiquaient avec Londres. Ainsi Fleury eut-il des contacts avec le BCRA et Libération Sud dès le début de l'année 1942

« J'ai pris contact - seulement au début de l'année 1942 - avec le colonel Rémy à Paris et avec Emmanuel d'Astier de la Vigerie et Raymond et Lucie Aubrac à Lyon. Aux uns comme aux autres se posait le problème de la radio. Je ne manquais pas de conseils à leur donner, mais je me rendis vite compte qu'en matière de résistance, les conseils sont inefficaces. Je fus ainsi amené à fonder à Lyon un petit réseau de transmissions que je baptisais Electre et qui employa d'abord un, puis deux, puis trois opérateurs. Eux et moi étions des professionnels des radiocommunications, ce qui explique que nous avons évité bien des erreurs... Les réseaux de renseignements qui avaient des déboires avec leur radio nous confiaient les appareils que Londres leur avait parachutés, en échange de quoi nous assurions leur trafic. »

On ne connaît pas les circonstances dans lesquelles Jean Roy, a été impliqué dans Electre, mais il fut le premier, sur proposition de Fleury, à être exfiltré sur Londres en février 1943⁷⁷ pour y coordonner les transmissions du BCRA. Fleury le rejoindra en mai après avoir nommé directeur du centre Radio-France de Saint-Assise, un centre d'émetteurs de puissance complètement au service des Allemands.

L'usine de Lyon a donc été, dans une certaine mesure, un îlot franco-français au sein d'une SFR qui fonctionnait à plein régime pour le marché allemand. Cette vision schématique a ses limites, bien sûr : si la protection offerte aux employés juifs fut réelle et la part de production allemande réduite, les ouvriers y furent soumis au travail forcé en Allemagne au moins autant qu'à Levallois : Entre juin 1942 et novembre 1943, sur 209 employés, 42 ouvriers ont été envoyés au STO⁷⁸.

Si on s'en tient aux classifications en usage dans l'historiographie de la Résistance, Roy et Fleury seraient classés comme résistants gaullistes et Labat, tout comme Romon, comme vichysto-résistants. Les premiers adossèrent leur action à une société qui produisait du matériel militaire pour le marché allemand. Les seconds adossèrent leur action à un état qui collaborait avec le vainqueur. Dans un pays sous domination engagé dans la Collaboration, la résistance intérieure ne saurait

⁷⁷ Audition Jean Roy 03/03/1948, *Instruction Girardeau-Brenot 2eme partie*, (AN Z/6NL/9910/A)

⁷⁸ de Chambost, *La Radioélectricité ... op.cit.*, 2012, p.111

échapper à toute compromission. A ce sujet, un autre résistant de la SFR, Pierre Viennot, très actif au dans le mouvement Ceux de la Résistance (CDLR) a pu écrire⁷⁹ :

« Fallait-il se faire imposer une autorité directe des Allemands ou fermer, saborder l'entreprise et réduire le personnel au chômage. Les industries ont essayé de négocier une plus ou moins grande autonomie qui, au cours des années, est devenue une obligation d'obéissance. On est arrivé à ce paradoxe invraisemblable, pour vivre et faire vivre sa famille, une seule voie était ouverte dans l'industrie travailler pour la victoire de son ennemi. »

Variations sur le « Double jeu »

Au terme de ce cheminement sur les traces de Paul Labat, force est de remettre en cause la pertinence de la notion de vichysto-résistant, telle qu'elle est présentée, par exemple dans la publication de Johanna Barasz, à la suite d'une thèse effectuée sous la direction de Jean-Pierre Azéma⁸⁰ :

« ...il est possible d'affirmer qu'il y eut bien dans la Résistance active – et il y eut en nombre – des hommes qui correspondent à cet idéal-type : des résistants ont été des soutiens effectifs de l'État français, approuvant, au-delà de la personne du maréchal Pétain, le régime, son idéologie ainsi que les politiques mises en œuvre, et leur expérience vichyste a marqué, d'un point de vue idéologique, organisationnel, stratégique et/ou relationnel, les formes de leur résistance.

À cette définition répondent en effet un certain nombre d'individus et de groupes. Pour les premières années de l'occupation, le général de La Laurencie, le colonel Groussard, le commandant Loustaunau-Lacau et le noyau initial d'Alliance, le général Cochet et ses appels à la résistance sous l'égide du Maréchal, semblent, parmi d'autres, s'imposer. Autre vivier manifeste de vichysto-résistants, les services de renseignement de Vichy, officiels ou camouflés comme les services du colonel Paillole... »

A l'évidence, ces considérations ne correspondent pas à l'ensemble services de renseignements et des services dépendant de Paul Labat. Non seulement, comme l'avait noté François Romon, on trouve des personnalités dont la supposée sympathie pour le maréchal Pétain et la Révolution nationale reste à prouver, mais fondamentalement, la notion d'engagement individuel suggéré par l'emploi du terme « vivier » est erronée. Jusqu'en novembre 1942, la situation des services de renseignements n'est pas celle d'un milieu où l'on trouverait un grand nombre d'officiers qui seraient de sensibilité « Vichysto-résistante », mais de services complets dont la ligne de conduite est anti-allemande. En plus des services de Rivet, Ronin et Labat, il faut au moins ajouter le Surveillance du territoire (ST) pour qui l'*Aktion Donar* restera le seul exemple d'une opération menée avec les Allemands⁸¹.

⁷⁹ de Chambost, La Radioélectricité ... op.cit., 2012, p.172

⁸⁰ Johanna Barasz, « De Vichy à la Résistance : Les Vichysto-résistants 1940-1944 », dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2011/2 n°242, p.32-33

⁸¹ Jean-Marc Berlière, *Police des temps noirs*, Perrin, 2018, p.1239-1253

Que l'activité anti-allemande de ces services ait été couverte par une personnalité vichysoise aussi importante que Weygand pose la question du double jeu. A l'évidence, Weygand ne joue pas le même jeu que Benoist-Méchin. Ce dernier, secrétaire d'État dans le gouvernement Darlan, chargé des rapports franco-allemands, a évoqué sans ambiguïté ces divergences dans ses mémoires écrites à la Libération et publiées en 1984. Il commente ainsi la situation en mai 1941 ⁸²:

« ...Partout, les avenues du Pouvoir étaient occupées et bloquées par des pouvoirs autonomes qui s'ingéniaient à contrecarrer l'action du gouvernement. De ce fait, les mesures prises par le vice-président du conseil gardèrent un aspect fragmentaire. N'osant pas briser, dès l'origine, l'opposition qui grandissait au sein de l'armée, de l'administration et de la Légion, il renonça à aller jusqu'au bout de son effort... »⁸³

Quelques jours plus tard, au moment des accords de Paris où il était envisagé d'accorder aux Allemands des bases en Afrique du Nord, Weygand mit sa démission dans la balance arguant que « la seule vue d'uniformes allemands à Bizerte ou à Dakar suffirait à faire passer toute l'Afrique du Nord en dissidence ». Cet épisode est ainsi commenté par Benoist-Méchin ⁸⁴:

« ...Un gouvernement conscient de son autorité aurait pris le général au mot. Mais la seule éventualité de la démission de Weygand donnait à Vichy des frissons d'angoisse, car le général y jouissait d'un prestige considérable [...] Il tempêta de telle sorte qu'il alerta tout le monde et provoqua, le 6 juin, un conseil des ministres dans l'intention de faire annuler les protocoles de Paris. Dans ce duel que me livrait Weygand par personnes interposées – car son intervention était un coup direct contre la politique que je m'efforçais de faire aboutir – le moins que l'on pût dire est que nous ne luttions pas à armes égales... »

Notons que le même Benoist-Méchin, inspirateur de la politique allemande de Darlan, n'ignorait pas les rapports entre l'*Intelligence service* et les services de renseignements français :

« Le Chancelier devait lutter contre ses sentiments intimes pour croire à notre sincérité [...] Un triple courant de dénonciations et de rapports alimentait, jour après jour, sa méfiance à notre égard [...] Un second courant était alimenté par les agents de l'*Intelligence Service*. Ceux-ci, restés en liaison avec nos agents du 2^e Bureau (dont certains étaient à leur solde) étaient informés de tout ce qui se disait et se faisait à Vichy. Les Anglais profitaient de ces contacts pour donner à nos officiers des ordres de résistance et de sabotage. Ces agents britanniques dont l'influence atteignait jusqu'à l'entourage du Maréchal, étaient les chefs occultes de la dissidence qui couvait sur les bords de l'Allier. Ils avaient des ramifications partout [...] Or ces hommes étaient souvent des agents doubles, qui ne se bornaient pas à renseigner leurs chefs britanniques. Ils informaient certains services allemands [...] »⁸⁵

La problématique du double-jeu, s'agissant du gouvernement autonome d'un pays plus ou moins colonisé n'est pas spécifique à Vichy. Un pays asservi joue nécessairement un double jeu. On ne doit pas se demander si « Vichy », entité relativement abstraite, a joué un double jeu, mais quels

⁸² Jacques Benoist-Méchin, *De la défaite au désastre, Tome 1, les occasions manquées, juillet 1940-Avril 1942*, Albin-Michel, 1984, p.111

⁸³ Jacques Benoist-Méchin, op.cit., 1984, p.111

⁸⁴ Benoist-Méchin, op.cit., Tome I, p.140-142

⁸⁵ Benoist-Méchin, op.cit., Tome I, pp.281-282

jeux elle a joué. Et pourtant, en 1998, la très estimable historienne de l'Armée de l'Air, Claude d'Abzac-Epezy, se croit obligée d'affirmer son adhésion au dogme de la non existence du double jeu lorsqu'elle commente les sentiments profondément antigermaniques de l'Armée⁸⁶.

« La propagande de Vichy s'est donc bien gardée de heurter de front la germanophobie des militaires. Les actions de collaboration ont été présentées verbalement comme résultant d'un double jeu de la part du chef de l'État. Collaboration et désir de revanche n'apparaissent donc pas contradictoires aux yeux des militaires ayant vécu cette période. Cependant, le mythe du double jeu n'a pas pu se construire uniquement sur des discours, il s'appuie, et c'est ce qui fait sa force sur quelques actes authentiquement hostiles à l'Allemagne, menées par des militaires ou des fonctionnaires de Vichy... »

Le livre de Claude d'Abzac-Epezy est un livre important dans la mesure où il revisite de façon très rigoureuse le sujet traité par Paxton lors de sa thèse et valide, en gros, les témoignages des responsables des services de renseignements. La crainte d'être excommuniée amène l'auteur à parsemer son livre d'abjurations préventives : Oui, les services de renseignements ont bien suivi une ligne résolument anti-allemande, mais en aucun cas cette conclusion ne saurait mettre en cause la doctrine des "Pères de l'Église" que sont « les historiens des années soixante-dix ». Ceci est parfaitement clair lorsque quelques pages plus loin, il est question du SR Air.

« Le SR Air, organisme semi-officiel de Vichy a donc mené une action de renseignement dirigée essentiellement vers la lutte contre l'Axe, en liaison étroite avec les Britanniques. Nous sommes donc en face de l'un de ces exemples de contradictions qui plongent les historiens dans la perplexité. Il est en effet facile d'utiliser l'histoire du SR Air pour alimenter le mythe du bouclier et de l'épée. La théorie du double jeu de Pétain étant dans les années soixante-dix, rejetée par tous les grands historiens de Vichy, les faits sur lesquels s'appuyaient cette théorie ont été contestés et on a eu tendance à nier la réalité d'actions de résistance à Vichy. Pourtant, l'existence de ces actions ponctuelles d'obstruction envers les Allemands ou le maintien de certaines liaisons ne suffisent pas à prouver à elles seules la thèse du double jeu. »⁸⁷

La thèse du bouclier et de l'épée qui sous-tend que Pétain et de Gaulle auraient été secrètement d'accord recouvre les croyances répandues dans les années quarante chez ceux dont les sympathies allaient à la fois au maréchal et au général. Aucun historien n'a jamais trouvé le moindre élément pour étayer cette thèse qui n'a pas été défendue par Robert Aron, contrairement à ce qui est très couramment écrit, par exemple par Henri Rouso en 1988⁸⁸ et que l'on retrouve en 2019 sur wikipedia. Il est par contre exact que Robert Aron suggère que Pétain aurait joué un double jeu lors du débarquement allié en Afrique du Nord, hypothèse définitivement invalidée par Coutau-Bégarie et Huan en 1989⁸⁹.

Et, toujours dans le livre d'Abzac-Epezy, on peut lire quelques pages plus loin la dernière abjuration⁹⁰.

⁸⁶ Claude d'Abzac-Epezy, *l'Armée de l'Air des années noires, Vichy 1940-44*, Economica, 1998, p.217

⁸⁷ D'Abzac-Epezy, op.cit., 1998, p.222

⁸⁸ Par exemple, Henri Rouso, *Le syndrome de Vichy*, 1988, collection Point-Histoire, 2eme édition, p.83

⁸⁹ Hervé Coutau-Bégarie et Claude Huan, *Darlan*, Fayard, 1989, p.619.

⁹⁰ D'Abzac-Epezy, op.cit., 1998, p.236

Le double jeu de Vichy n'est pas un fait historique, cela a été prouvé par toute une génération d'historiens. En revanche, la *croyance* au double jeu est une réalité psycho-historique qui s'est incarnée épisodiquement dans des faits de résistance. C'est ce qui explique qu'il y a pu avoir une résistance *dans* Vichy, abusivement interprétée comme une résistance *de* Vichy.

Ainsi, sans définir ce qu'est le double jeu et sans définir ce qu'est Vichy, on peut affirmer qu'une génération d'historiens a prouvé que le double jeu de Vichy n'est pas un fait historique tout en concédant qu'il y a pu avoir une résistance – épisodique - dans Vichy. Peu importe que l'auteur ait montré que le positionnement anti-allemand du SR Air n'était pas épisodique, mais constant. En fait, il s'agit de rafistoler une doctrine pour permettre de reconnaître sans barguigner la qualité de Résistant à des officiers comme Rivet, Paillole, Bertrand, Combaux, Keller, Labat et Romon, mais sans reconnaître explicitement que l'ensemble des services de renseignements et des services d'écoutes de Labat aient pu maintenir une ligne anti-allemande connue de tous les dirigeants de Vichy. L'emploi du terme « Vichy » est évidemment très problématique. Que désigne-t-il ? Pétain ? Les chefs de gouvernements ? Une entité politique que l'on n'aurait jamais pris soin de définir exactement ?

Heureusement, après les très pesantes années 1990, le carcan dogmatique devient moins oppressant, et le discours de la même historienne deviendra plus libre en 2012, à l'occasion d'un premier échantillonnage des « archives de Moscou »⁹¹. Ainsi écrit-elle en conclusion d'un article⁹² :

« Pourtant, une lecture de l'histoire des BMA comme instrument d'action politique de l'armée d'armistice mérite d'être tentée. À Vichy, l'importance des services de contre-espionnage militaire et l'extension de leur champ d'action peuvent traduire la déliquescence d'un État français profondément divisé en factions rivales laissant se développer de vastes proconsulats militaires sur lesquels il n'a pas prise. »

Dans le corps du même article l'auteure avait très judicieusement analysé ce positionnement des services de renseignements non comme une aberration, mais comme la conséquence logique d'une situation de domination.

« La reconstitution de l'armée de l'armistice s'accompagne d'une importance politique accrue des chefs militaires. Plus que jamais, dans une France occupée, menacée de pillage économique, de subversion politique, la mission de renseignement intérieur s'avère essentielle. Les services de contre-espionnage militaires sont donc officiellement maintenus. Seuls les noms changent[...] »

Double jeu des cadres et travail forcé de la troupe

Attardons-nous encore un peu dans la lecture du livre sur l'armée de l'Air Claude d'Abzac-Epezy qui consacre plusieurs pages au "double jeu du général Carayon"⁹³ : Comme Labat, cet

⁹¹ Les archives du contre-espionnage français ont été saisies par les Allemands en juin 1943 puis tombées aux mains des soviétiques en 1945 et finalement rapatriées en France entre 1994 et 2004.

⁹² Claude d'Abzac-Epezy, Armée et secrets, 1940-1942, *Le contre-espionnage de l'Armée de Vichy*, Bulletin de l'institut Pierre Renouvin, 2012/2 n°36, pp.45-56.

⁹³ Claude d'Abzac-Epezy, *l'Armée de l'Air des années noires, Vichy 1940-44*, Economica, 1998, p.305-319

officier de l'Armée de l'air a émargé au réseau Alliance comme agent P2 tout en exerçant des fonctions officielles. Il fut en effet chef d'état-major du général Paul Gastin, secrétaire général de la défense aérienne, c'est-à-dire de ce qui reste de l'armée de l'Air de Vichy après l'invasion de la Zone libre et dissolution de l'Armée de l'Armistice.

Le résidu d'armée de l'air consistait en un Service général de la défense aérienne (SGDA) dont les 15 000 hommes, pour la plupart affectés aux batteries de DCA, durent accepter de servir, directement subordonnés aux Allemands, ce qui représenta la forme de collaboration militaire la plus poussée de toute la période de l'Occupation.

Pendant les douze mois qui s'écoulèrent entre sa prise de fonction et son arrestation Carayon revendiqua tant auprès de son supérieur, le général Gastin que de ses subordonnés une solidarité complète avec « les camarades d'outre-mer » et la volonté de préserver le potentiel militaire français résuma ainsi ce que fut son attitude pendant les douze mois ;

« Fort de l'accord que mon chef me donna aussitôt, je prononçai devant les officiers de l'état-major une courte allocution où je déclarai que je m'opposerais à toutes les mesures d'épuration prévues par le gouvernement et que notre devoir était de tendre la main aux camarades d'outre-mer. Cette allocution rétablit instantanément le moral à la dérive du personnel et chacun s'attela à la double tâche qui s'offrait à nous : tâche intérieure de maintien du potentiel aérien français, tâche extérieure d'aide aux Alliés et à la Résistance. »

Les soldats les plus exposés à la collaboration visible avec les Allemands étaient ceux de la DCA ferroviaire (DCAF). Ils devaient opérer au sein des convois ferroviaires, sous les ordres d'un sous-officier allemand, ce qui suscita des réactions parfois violentes des populations civiles, poussant ainsi à la démission un certain nombre de ces présumés « volontaires » qui n'avaient en fait qu'émis le vœu de rester dans l'armée française.

Le général Gastin, tout à fait en phase avec son chef d'état-major jugeait que son devoir de patriote était de maintenir coûte que coûte des effectifs dans ce qui restait de l'armée française

« Ce que les Allemands nous permettent n'est pas pour moi un but, mais un moyen. Moyen de conserver le personnel, le matériel, l'organisation de l'Air, afin que lorsque les camarades arriveront, ils puissent retrouver tout ce que nous aurons conservé. Et j'ajoutais au cours de différents entretiens : évidemment, nous avons quelque chose à fournir aux Allemands, c'est là une rançon. Mais je crois que lorsque se fera le bilan de ce que nous aurons donné et de ce que nous aurons gagné, la balance nous sera favorable. »

Dans le cas de cette armée de l'Air croupion de 1943, la rançon payée à l'ennemi était la mise à disposition d'hommes de troupe pour qui la désertion était la seule alternative à la collaboration honteuse à laquelle on les contraignait alors que leurs officiers se considéraient comme résistants en maintenant sous leurs ordres une armée rejoignant virtuellement la coalition anti-allemande.

Les activités clandestines du général Carayon lui valurent d'être arrêté par la police française le 12 avril 1944, et finalement remis aux Allemands. 138 autres officiers du SGDA furent arrêtés en 1943 ou 1944, un chiffre assez significatif pour suggérer que bon nombre d'officiers s'adonnaient une partie de leur temps à des activités anti-allemandes, en même temps qu'ils encadraient des hommes qui combattaient aux côtés des Allemands.

Le projet de ces officiers, de constituer en métropole, un bras clandestin de l'Armée de l'air d'Afrique du Nord ne fut jamais concrétisé pour des raisons aussi bien militaires que politiques. On ne peut s'empêcher d'établir un parallèle entre la situation dans cette armée de l'air croupion et celle de l'industrie qui permettait à ses ingénieurs de poursuivre des activités de recherches afin de préparer les conditions d'un rebond après l'épisode allemand en même temps qu'ils encadraient la main-d'œuvre ouvrière affectée à la production allemande.

Ce conflit de classes dans la France sous l'Occupation est généralement occulté au profit d'une analyse plus restrictive mettant en cause le seul patronat. De cette situation découle pourtant tous les épisodes de la Libération et des années qui suivirent : Milices patriotiques, comités d'épuration, entrée des communistes au gouvernement, reconstruction.

Conclusion

Le croisement d'une enquête sur Paul Labat et l'interrogation pertinente que François Romon avait lancée sur la « Vichysto-résistance » nous a conduit, pour toute la période de l'Occupation qui précède l'invasion de la zone non occupée, à replacer les services mis en place par Labat dans un plus vaste ensemble, celui des services de l'État Français qui adoptèrent une attitude résolument anti-allemande, se positionnant dans le même camp que les Britanniques. Cette histoire des services de renseignements et assimilés ne s'insère que par raccroc au récit de la Résistance tel qu'il est couramment énoncé, par exemple dans le dictionnaire historique de la Résistance de 2006 ou dans l'ouvrage de synthèse de Wiewiorka de 2013⁹⁴. Ce récit est inévitablement articulé sur l'unification de la Résistance sous l'égide de Jean Moulin et converge vers la prise de pouvoir par la Résistance gaullo-communiste. Ce biais historique qui surestime le poids de la résistance gaulliste a déjà été pointé par un certain nombre d'historiens⁹⁵. L'action anti-allemande des services de renseignements s'inscrit dans un mouvement de résilience déclenché par le traumatisme de juin 1940 et qui s'adapte jusqu'en 1944 à l'évolution de la situation militaire et politique.

Ce premier constat a conduit à oublier la catégorisation de « Vichysto-résistance » sans s'attarder sur les différentes définitions qui ont pu lui être données⁹⁶. On notera que Michèle Cointet, qui prend ses distances vis-à-vis de l'appellation « vichysto-résistant » a le même regard sur les services secrets que celui développé dans cet article⁹⁷.

Nous avons été ensuite amenés à nous affranchir de l'interdit pesant sur la notion de double jeu au sein du régime de Vichy. Dire qu'il n'a jamais existé d'entente secrète entre Pétain ou de Gaulle, ou que Laval n'a jamais caressé le secret dessein de participer à la défaite allemande n'implique pas l'absence de divergence au sein de l'appareil d'état. Weygand et Benoist-Méchin ne jouaient pas le même jeu. La marge de liberté dont bénéficie Weygand découle directement du choix allemand des conditions de l'armistice qui laisse le nouvel état français exercer sa souveraineté sur l'Empire. Laval qui ne croyait pas à la revanche s'est bien gardé de vouloir imposer trop précocement une mise au pas des récalcitrants. Ce n'est qu'en septembre 1942, au plus fort des

⁹⁴ *Dictionnaire historique de la Résistance*, dir. François Marcot et al. Robert Lafont, 2006, Olivier Wiewiorka, *Histoire de la Résistance, 1940-1945*, Perrin 2013.

⁹⁵ Par exemple, Robert Belot, *La Résistance sans de Gaulle : politique et gaullisme de guerre*, Fayard, 2006,

⁹⁶ Par exemple, Denis Peschanski, « Les Vichysto-résistants », dans *Dictionnaire historique de la Résistance*, dir. François Marcot et al., Robert Lafont, 2006, pp.845-846, Bénédicte Vergez-Chaignon, *Les vichysto-résistants*, Perrin, 2008, Johanna Barasz, *De Vichy à la Résistance : Les Vichysto-résistants 1940-1944*, dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2011/2 n°242, p.31

⁹⁷ Michèle Cointet, *Nouvelle histoire de Vichy*, Fayard, 2011, pp.489-494 et pp.534-535

négociations avec la puissance occupante qu'il choisit de lâcher les services qui fricotent un peu trop avec les Anglais.

En 1940, les services de renseignement comme les services du commandant Labat se restructurent en restant campés sur un positionnement anti-allemand. C'est l'époque de la résilience où chaque corps social lutte pour sa survie. L'adhésion à la Révolution nationale n'est pas nécessaire dans ce positionnement.

En même temps que les services d'écoutes radios collaboraient étroitement avec les services de renseignement, Paul Labat se retrouvait au cœur de la politique de sauvegarde du potentiel technologique dans le domaine de la radioélectricité. Il s'agit là aussi d'une action de résilience. De la même façon que les services de renseignements anti-allemands sont hébergés par un État français complètement contraint par l'Occupation allemande, le maintien du potentiel technologique s'effectue au sein d'entreprises particulièrement engagées dans l'effort de guerre allemand. Le prix à payer pour bénéficier de cette liberté de recherche est de poursuivre l'encadrement des ouvriers requis pour la production allemande.

Avec le changement de donne résultant du débarquement des Alliés anglo-américains en Afrique du Nord et l'invasion de la zone non occupée, Paul Labat, sollicité à titre individuel par tous les réseaux de Résistance sous obédience gaulliste ou britannique, restera concerné par la réintégration de l'industrie française au service d'une France prochainement libérée de l'envahisseur.

Résilience de la première phase de l'Occupation, anticipation du réalignement prévisible au moment de la Libération sont deux tendances difficilement lisibles au travers du diptyque Collaboration/Résistance qui domine l'historiographie de la France sous l'Occupation.

Remerciements

Tous mes remerciements à Jean-Michel Adenot et Jean-Marc Berlière pour la relecture attentive de ce texte et leurs très pertinentes remarques et à François Romon pour toutes les précisions qu'il m'a apportées sur le CGR et les relations entre Gustave Bertrand et *l'Intelligence Service*.